

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le « Cours Nouveau » du Parti bolchevik : La discussion vue de France (*Boris Souvarine*). — Le Camarade (*N. Boukharine*). — Le Grand Révolté (*Kamenev*). — Lénine théoricien (*Iaroslavsky*). — Souvenirs personnels sur Lénine (*Klinsky*). — Chronique Internationale : Russie (*Victor Serge*). Etats-Unis (*E. Browder*). — Le

« Cours Nouveau » du Parti Bolchevik : Le Parti et la Démocratie Ouvrière (*G. Zinoviev*); La Composition Sociale du Parti (*L. Trotsky*). — Les Problèmes d'Organisation (*Daniel Renoult*). — Ce que disent les militants. — La Retraite d'Octobre (*A. Thalheimer* et *H. Brandler*). — A la veille de la Révolution (*A. Chliapnikov*).

LE « COURS NOUVEAU » DU PARTI BOLCHEVIK

La Discussion vue de France

Nous avons déjà publié dans le *Bulletin* quelque vingt-cinq articles et documents sur la situation du Parti communiste russe. Il est temps pour nous d'en dégager les points essentiels, travail indispensable avant de formuler des conclusions. Nous l'aurions déjà fait si le Congrès de Lyon et la mort de Lénine ne nous avaient imposé de faire passer au second plan cette tâche. Parallèlement, nous continuerons naturellement de publier d'autres matériaux.

La discussion russe a vivement intéressé les militants actifs du Parti français. On a lu dans notre rubrique « *Ce que disent les militants* », plusieurs lettres qui montrent avec quel sérieux les lecteurs du *Bulletin* l'ont suivie. Mais nous avons bien sous la main une vingtaine d'autres lettres plus personnelles sur le même sujet. Et que disent nos correspondants ?

On peut diviser les opinions exprimées en trois groupes. Le plus grand nombre peuvent se traduire ainsi : tout cela est prodigieusement intéressant, mais l'ensemble n'est pas clair ; vous approuvez tantôt les vues de la majorité, tantôt certaines vues de l'opposition ; en définitive, avec qui êtes-vous ? — Ensuite, viennent celles qui se résument ainsi : tout cela est passionnant, mais, en fin de compte, tous les partenaires semblent être d'accord sur

l'essentiel et l'on ne voit pas pourquoi ils se disputent. — Enfin, trois camarades disent à peu près : tout cela est du plus haut intérêt, mais pourquoi ne soutenez-vous pas clairement l'opposition, puisque c'est évidemment elle qui a raison...

Il y a donc dans cette correspondance deux traits caractéristiques : unanimité pour estimer à sa valeur l'intérêt de la discussion, et unanimité pour demander un fil d'Ariane permettant de ne pas s'égarer dans le labyrinthe...

Nous allons essayer de donner le fil.

* * *

Personne ne doit rougir d'hésiter avant de se faire un avis tout à fait déterminé sur de telles questions. Il faut avoir vécu en Russie et étudié sur place l'origine et le développement des différends d'aujourd'hui pour en saisir pleinement la portée actuelle. A défaut de ce privilège, on doit en aborder l'examen avec la plus grande prudence et bien les fouiller *contradictoirement* pour y discerner les traits essentiels.

Celui qui aurait l'outrecuidance de se croire en état de trancher les questions débattues dans le Parti russe avant que d'avoir pu en approfondir l'étude serait aussi ridicule que le

lecteur de la seconde partie du *Faust* de Goethe, qui prétendrait se passer des notes du glossateur...

Il arrive souvent que nos camarades russes engagent une controverse sur une question donnée, mais en réalité discutent malgré eux d'autre chose qui n'apparaît pas tout d'abord dans le débat. Cela s'explique aisément. On traite d'une question, soit politique, soit d'organisation, qui exige une solution urgente ; on n'a pas l'intention de remuer le fond de la politique ni d'atteindre la base de la structure ; mais toute question politique comporte un corollaire d'organisation et tout problème d'organisation présente un aspect politique ; et bon gré, mal gré, on est irrésistiblement conduit à toucher le fond, c'est-à-dire la conception d'ensemble de la marche de la révolution, et même le tréfonds, c'est-à-dire l'économie.

C'est ce qui s'est passé il y a trois ans, lors de la discussion sur les syndicats. Il s'agissait bien des syndicats ! En réalité, c'est toute la politique économique qui était en jeu et c'est la « nouvelle politique économique » qui a résolu d'un coup les questions brûlantes d'alors, celle des syndicats y compris.

Aujourd'hui encore, les questions débattues avec tant de passion, la démocratie ouvrière, les fractions dans le Parti, le rôle des anciens et des nouveaux membres, — ne sont que des aspects secondaires de la question primordiale : la production soviétique.

La logique aurait voulu que le Comité central du Parti adoptât d'abord sa résolution sur la politique économique, et ensuite celle sur la politique intérieure du Parti. C'est le contraire qui a eu lieu. Preuve qu'on ne travaille pas sur l'immense chantier de construction qu'est la Russie selon la belle ordonnance qu'on peut suivre dans un cabinet. Il est inutile de s'attarder à le regretter : on fait ce qu'on peut. Mais ceci étant constaté, nous devons nous efforcer, ici, en France, de reprendre l'examen du sujet avec plus de méthode qu'on n'a pu en apporter en Russie.

En d'autres termes, nous commencerons par le commencement : l'économie, et nous traiterons ensuite de la politique ou, si l'on veut, du « régime » intérieur du Parti (politique et organisation étant ici inséparables).

*
*
*

La *Nep* est un régime économique caractérisé essentiellement par une rivalité entre la production et l'échange soviétiques et la production et l'échange privés. L'organisation économique d'Etat bénéficie des « positions dominantes » de la révolution : protection du pouvoir politique, industrie lourde, monopole des transports et du commerce extérieur. L'économie privée, capitaliste, bénéficie de la souplesse et de l'expérience acquises, de l'ini-

tiative individuelle et des méthodes de spéculation classiques.

Grâce à la maîtrise du pouvoir, l'économie soviétique pourrait toujours distancer sa rivale paralysée par le poids des impôts et toujours à la merci de lois restrictives. Mais il ne suffit pas de se satisfaire de bilans favorables ; on doit considérer toutes les questions qui s'y rattachent, et avant tout la condition matérielle des masses. Garder la supériorité industrielle et commerciale au prix d'un appauvrissement des travailleurs signifierait, « pour vivre, perdre toute raison de vivre ». Et l'on ne peut indéfiniment recourir à une pression artificielle pour assurer la prépondérance de la production et du commerce d'Etat. L'objectif à atteindre est d'assurer une accumulation du capital soviétique dépassant l'accumulation du capital privé. Pour y parvenir, il s'agit de réaliser une production lucrative.

Malgré les progrès indéniables de l'industrie lourde et l'amélioration générale de l'économie soviétique, l'ensemble de la production est encore déficitaire. Cela tient en premier lieu à l'excès des frais généraux (dû aux défauts d'organisation, à une mauvaise comptabilité, aux frottements et tâtonnements inévitables du début, à une insuffisante productivité du travail, etc.) et au coût très élevé des transports, influant sur le prix des matières premières, — ce qui détermine des prix de revient trop élevés. En second lieu, la trop grande liberté laissée aux trusts d'Etat leur a permis de majorer trop fortement les prix de revient, dans le but de réaliser des bénéfices permettant de constituer des fonds de roulement, — ce qui a élevé à l'excès le prix de vente des produits manufacturés. Enfin, la capacité d'achat de la classe ouvrière et de la paysannerie est extrêmement faible et ne peut assurer l'écoulement des marchandises, vu l'insignifiance du crédit qu'on peut leur accorder.

De cet état de choses exposé schématiquement, il résulte que l'Etat doit soutenir à grands frais son industrie au lieu d'être soutenu financièrement par elle, et que l'accumulation du capital d'Etat se fait très lentement, tandis que celle du capital privé progresse plus vite. Une telle situation n'a rien d'alarmant si elle reste transitoire et si nous passons rapidement à une phase de progrès économique sensible. Mais il faut précisément passer sans trop tarder à cette nouvelle phase, et c'est des moyens d'y parvenir qu'il s'agit.

Intensifier la production ; réduire les frais ; augmenter la productivité du travail ; abaisser les prix de revient et les prix de vente pour mettre ceux-ci approximativement au niveau du marché européen ; ouvrir des crédits aux paysans et aux ouvriers ; telles sont les lourdes tâches à réaliser pour élever l'économie soviétique au niveau des besoins de la révolution, assurer son développement et le déve-

loppement parallèle de la classe ouvrière et de son Parti communiste.

Ce n'est pas tout : l'accumulation du capital soviétique n'est possible qu'à la condition d'avoir une balance de commerce extérieur favorable à l'exportation soviétique. Les achats à l'étranger provoquent un exode des capitaux, les exportations au contraire accroissent le capital soviétique. Plus l'exportation sera considérable, et plus grossira le fonds de roulement de l'Etat, donnant ainsi des possibilités accrues de produire intensément, de stocker matières premières et marchandises, d'ouvrir des crédits, d'améliorer la condition des ouvriers, etc. Il faut donc avoir en vue constamment la question : que produire et comment produire pour conquérir une place grandissante sur le marché mondial ?

Telles sont les principales données du problème économique russe, exposées objectivement et sous une forme évidemment trop condensée (mais le moyen de développer chaque point ? Il faudrait écrire un volume).



La situation exposée plus haut a provoqué l'an dernier une crise (1) qui atteignit en automne son plus haut degré d'acuité. Elle avait pour caractéristiques : la disproportion entre les prix industriels et les prix agricoles, donc la difficulté pour les paysans de tirer de leurs produits une valeur équivalente à leurs besoins en objets manufacturés ; la difficulté aussi pour les ouvriers d'acheter des objets manufacturés ; la difficulté pour les entreprises d'écouler leurs marchandises, donc de poursuivre leur production avec régularité et de payer régulièrement les salaires. Le mécontentement qui s'ensuivit s'exprima même sous forme de grèves dans les principaux centres.

Le Parti réagit avec promptitude et énergie. Les trusts furent contraints de reviser leurs prix, qui furent abaissés de 25 à 40 %. L'intervention de l'Etat assura la régularité de la paye. Mais ce n'étaient là que mesures occasionnelles : il fallait aviser aux moyens efficaces permettant de réaliser une amélioration durable et normale. C'est alors que commencent les discussions intérieures du Parti.

Elles furent amorcées en public par l'article de Zinoviev (*Pravda* du 7 nov.) dont nous avons rendu compte (2). On se mit à polémiquer sur la démocratie ouvrière dans le Parti, puis sur les défauts de « l'appareil » du Parti, puis sur le danger des fractions, puis sur les mérites de la « vieille garde » et les devoirs des jeunes et des nouveaux communistes, puis sur les différends anté-révolutionnaires, etc. A la fin des fins, ...on en vint au commence-

ment, c'est-à-dire à la question fondamentale, déterminante, de la politique économique.

Voilà ce qui explique pourquoi le fond de la discussion n'est pas apparu clairement ici : pour le découvrir, il faut écarter d'abord toutes les questions secondaires qui le recouvrent. C'est ce que nous venons de faire.

Maintenant que nous avons devant nous la base du problème dépouillée de ce qui l'encombrait, abordons l'examen des solutions proposées.

Les solutions sont peu nombreuses. L'ancienne Russie ne développait son économie que grâce à l'introduction de capitaux étrangers ; la nouvelle ne peut compter sur ce concours. Les concessions, les sociétés mixtes prévues par la *Nep* sont encore insignifiantes ; elles n'auront pas d'importance sérieuse avant longtemps. Il faut donc trouver en Russie même les ressources de développement.

La critique de l'état de choses existant a été faite avec maîtrise par Trotsky, au XII^e Congrès, et le rapporteur a en même temps indiqué les solutions. Si nous laissons de côté les détails, signalés dans des articles précédents, nous voyons dans la thèse de Trotsky deux points principaux : la concentration de l'industrie, faite naturellement en tenant compte des nécessités politiques, et le rôle prépondérant du « plan » général, sans lequel il n'y a ni conception, ni direction d'ensemble. Nous avons déjà commenté ces idées, nous n'y insisterons donc pas.

Les vues de Trotsky sont-elles justes ou fausses ? Le fait est que nul n'y a rien opposé, et que le XII^e Congrès les a approuvées. Les deux dernières résolutions confirment encore cette approbation. L'une dit : « ...*Pour combattre avec succès les causes essentielles de la crise de la vente, le Parti doit assurer l'application méthodique des mesures indiquées par le XII^e Congrès, mesures prévoyant la concentration de l'industrie, etc.* » L'autre : « *La concentration de l'industrie est un élément nécessaire de l'amélioration de notre industrie. Nous avons reçu en héritage, de l'ancien régime, un grand nombre d'entreprises créées irrationnellement, ne concordant pas avec le régime économique d'aujourd'hui, et qui sont une lourde charge pour notre budget. Fréquemment, elles ne fonctionnent pas à plein, et les dépenses de leur entretien augmentent le prix de leurs produits. Mais le Parti ne peut oublier qu'ici plus que dans toute autre branche, les considérations commerciales et budgétaires doivent céder le pas aux considérations politiques, c'est-à-dire, dans les conditions actuelles, au maintien du pouvoir politique de la classe ouvrière. Là où la fermeture des usines porterait un coup à la force politique du prolétariat, disperserait ses cadres fondamentaux, l'application stricte de la concentration serait une faute politique inadmissible.* »

Il va de soi qu'il ne saurait être question

(1) Nous l'avons signalée dans l'*Humanité*, à notre retour de Moscou.

(2) *Bulletin Communiste*, n^o 49.

de démolir les deux piliers de la dictature prolétarienne que sont Péetrograd et Moscou. Tout le monde est d'accord sur ce point. Selon l'expression allemande, il ne faut pas scier la branche sur laquelle on est assis... Tout le problème est de trouver dans la pratique une ligne juste entre la concentration rationnelle et la concentration désorganisatrice.

Sur le « plan », même confirmation des vues de Trotsky. La première résolution dit : « *De là, l'importance exceptionnelle du Conseil supérieur du Plan national, état-major de l'Etat socialiste, ainsi que de toutes ses sections locales, auxquelles il est nécessaire d'assurer le rôle qui leur est assigné dans la résolution du XII^e Congrès* ». La seconde : « *Il s'agit maintenant de renforcer la Commission du Plan d'Etat, d'accroître son rôle dans la politique financière et le crédit, de relier plus étroitement son action à celle du Commissariat des Finances, du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, des Commissariats de l'Agriculture, du Commerce Intérieur, etc., de renforcer ses organes locaux, etc. La Commission du Plan doit étudier les conditions du marché et élaborer les mesures permettant d'agir sur ce dernier. Il est nécessaire de lui assurer son rôle, assigné par le XII^e Congrès. La nomination d'un des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple comme président de la Commission du Plan assure à cette dernière une participation active à la solution de toutes les questions courantes de la vie économique* ».

Il s'agit donc maintenant d'assurer l'application de ces résolutions dans la mesure qui les rendra efficaces. Reconnaître seulement en théorie la justesse de telles ou telles vues n'avancerait à rien.

Nous voyons ici dans les résolutions une lacune (c'est une opinion personnelle que nous formulons) : l'absence de mesures concrètes pour unifier la direction de l'économie. Nous avons déjà donné notre opinion sous cette forme :

« *Actuellement, le Conseil des Commissaires du Peuple, le Conseil supérieur d'Economie populaire, le Plan d'Etat, le Conseil du Travail et de la Défense, l'Inspection ouvrière et paysanne, le Commissariat du Commerce extérieur, sans compter d'autres organes secondaires, se partagent le travail. Il crève les yeux que tous ces organes, improvisés pendant la guerre civile pour parer à des nécessités urgentes, ne peuvent co-exister éternellement et doivent être refondus d'une manière rationnelle.* »

Et nous n'avions pas mentionné, dans notre énumération le Comité principal des concessions, le Comité central et le Bureau politique du Parti, les Commissariats directement intéressés aux grandes questions économiques, etc. Dans l'idée de Trotsky, le Gosplan devenait l'organe de direction économique et le Conseil du Travail et de la Défense, l'or-

gane d'exécution. Que ce soit celui-ci ou celui-là qui soit érigé en organe directeur, l'essentiel est qu'il existe une direction. Plusieurs directions, c'est en général pas de direction du tout.

Peut-être n'est-il pas temps de procéder à cette refonte des organes économiques ? Nos camarades ont sûrement des raisons de ne pas encore l'envisager. Mais il nous semble intéressant de signaler au passage cette éventualité.

Les autres points de la résolution sur la politique économique n'offrent pas matière à différends profonds. Le Parti est unanime à approuver la thèse de Trotsky quant à la nécessité de réaliser l'union du prolétariat et de la paysannerie sur une base économique solide, c'est-à-dire d'accorder les prix de l'industrie d'Etat avec ceux du marché paysan ; nous avons expliqué l'image des « ciseaux » de Trotsky, l'une des branches figurant les prix ascendants de l'industrie, l'autre les prix décroissants de l'agriculture : il faut s'appliquer au rapprochement des deux branches symboliques. Les discussions sur la monnaie trouveraient le lecteur français trop mal préparé à se les assimiler ; Préobrajensky, comme ancien Commissaire aux finances, a des opinions personnelles là-dessus, qui ne sont nullement communes à ce qu'on appelle en bloc « l'opposition » ; le différend n'est pas assez grave pour qu'on en fasse l'analyse ici.

Sur l'importation, quelques membres de l'opposition préconisent une nouvelle tactique : ouvrir le marché russe à certains produits étrangers pour mettre la production russe en concurrence avec celle de l'extérieur. Cette idée dangereuse est combattue par d'autres représentants de l'opposition, comme Chliapnikov, et naturellement par l'ensemble du Parti ; elle n'a aucune chance de jamais prévaloir. Il est clair que l'économie soviétique doit être défendue par tous les moyens, qu'il faut consacrer le capital russe au développement de l'industrie russe et par conséquent de la classe ouvrière ; c'est une vieille idée de l'ancienne « opposition ouvrière » que le Parti a faite sienne. L'Etat soviétique a toujours la faculté de laisser passer telle marchandise étrangère, dans les cas d'absolue nécessité.

L'ensemble de la résolution n'apporte pas d'élément nouveau essentiel d'appréciation ; c'est une confirmation générale de la politique actuellement suivie, avec quelques correctifs, quelques accentuations, quelques nuances. Il faudra du recul pour se rendre compte des points qui acquerront le plus d'importance, et qui exigeront un examen plus approfondi.

••

Venons-en à ce qui a tant passionné les controverses : le régime intérieur du Parti. Nous avons donné là-dessus notre opinion, mais, paraît-il, noyée dans des considérations

diverses ; en effet, il nous a fallu exposer simultanément différents points de vue, et de là à nous prêter l'une ou l'autre idée dont nous ne sommes que le traducteur, il n'y a qu'un pas... Nous allons donc citer nos propres textes, pour dissiper toute équivoque.

Il n'y a pas, dans le Parti russe, une opposition. Il y en a plusieurs, et le fait n'est pas nouveau ; il ne faut pas le perdre de vue si l'on veut comprendre la situation. Nous retrouvons nos vieilles connaissances de l'« opposition ouvrière » (Chliapnikov, etc.) qui donnent tort à tous les autres ; celles du « centralisme démocratique » (Ossinsky, Sapronov, etc.), qui s'accordent sur tel point avec ceux-ci, sur tel autre avec ceux-là ; celles du « communisme de gauche » (Stoukov, Préobrajensky, Piatakov, etc.), qui maintenant se confondent parfois avec les précédents, et parfois avec... les suivants ; Radek, qui est inclassable ; Trotsky qui, comme toujours, agit seul. Tout cela montre la sottise de la presse bourgeoise pour qui « l'opposition » forme une fraction cherchant à supplanter la majorité. La vérité est que ceux qui ont des idées les expriment sans se soucier de les uniformiser ce qui prouve qu'il ne saurait aucunement être question de lutte de fractions se disputant le pouvoir. On rivalise dans la recherche de la meilleure ligne pour le Parti, voilà tout.

Certains « oppositionnaires » ont prétendu que la non-application des résolutions du X^e Congrès sur la démocratie ouvrière était imputable à la volonté du Comité central. Nous avons repoussé nettement ce point de vue, en ces termes :

« Il ne faut pas oublier que si les décisions du X^e Congrès n'ont pas été appliquées plus tôt, c'est tout de même que la masse du Parti s'accommodait volontiers du régime né sous le « communisme de guerre » ; attribuer la prolongation de ce régime à une volonté de dictature de quelques hommes serait de bien piètre psychologie politique. La « démocratie ouvrière » ne s'instituera pas par une décision de Congrès, mais par une participation active de tous les hommes capables à la vie intérieure et extérieure du Parti. »

Nous avons donné, en plein accord avec Zinoviev, les raisons objectives de la stagnation du Parti :

« De 1918 jusqu'en 1921, le Parti fut littéralement sur le pied de guerre : tout membre était un soldat placé à quelque degré de la hiérarchie militaire ; il fallait avant tout sauver la révolution attaquée par les armes de toutes parts, courir d'un front à l'autre, se battre en permanence. A cette activité fébrile, à cette discipline de combat devaient fatalement succéder une détente très prononcée, une soif de repos, un besoin de restauration physique et morale. Or, cette détente correspondit au passage à la Nep, phase transitoire pleine de phénomènes inattendus, de contrastes, de contradictions, de faits troublants pour les ouvriers qui ne s'étaient pas encore assimilés les con-

ceptions souples et profondes de Lénine. De plus, on avait faim, on était préoccupé de la recherche d'un morceau de pain, disposition d'esprit peu favorable à un grand effort intellectuel. Et le prolétariat était émietté, dispersé dans l'immense pays par la guerre civile.

« Telles étaient les principales raisons objectives. Il y en a aussi de subjectives, les habitudes prises, la spécialisation et la cristallisation des cadres. etc. »

Nous avons loué le sens politique et la clairvoyance du Comité central, et approuvé son excellente résolution :

« Précisément, le Parti sait éviter les déchirements par son sens politique, sa prévoyance et sa clairvoyance. Il ne néglige rien pour convaincre les hésitants. Il n'hésite pas à exclure les résistants. La méthode est bonne, pourvu que la direction continue de tenir le plus grand compte de toutes les saines critiques et de toutes les bonnes suggestions, comme il le fait en ce moment. »

Et d'autre part :

« Nous avons observé que la résolution adoptée par les organes centraux du Parti donne satisfaction aux critiques justes formulées par tous les camarades clairvoyants, et qui ne sont le monopole d'aucune « tendance », d'aucun « courant ».

Et d'autre part encore :

« La grande force des bolcheviks a toujours été de prévoir la tournure générale des événements, dans la mesure où l'entendement humain et l'analyse marxiste le permettent, et l'évolution des nécessités économiques, des forces sociales. Ils ont su aller au-devant des besoins de la masse, c'est-à-dire s'assurer son appui en servant ses intérêts. Ils ont su gagner du temps, brusquer les choses quand on pouvait les brusquer. Ils savent se critiquer eux-mêmes avant que l'extérieur le fasse (nous parlons des critiques dignes de ce nom, pas des injures des philistins ni des aigreurs des mencheviks) et rectifier leur ligne avant qu'une pression du dehors les y contraigne. Cette fois encore, ils font leur redressement à leur heure, avec un sens très sûr de l'intérêt de la révolution et des devoirs du Parti. »

Nous avons réprouvé l'opinion de ceux qui voulaient, d'un seul coup, réélire l'appareil du Parti :

« L'opposition (1), puisque opposition s'est formée, demande la réélection immédiate de tous les cadres du Parti, à tous les échelons.

« Du coup, la direction résiste à cette exagération et fait remarquer qu'il ne faut pas tout casser. »

Et nous ajoutions : « Il ne faut pas, selon le

(1) Quand nous écrivions « opposition », il s'agissait de la seule opposition qui se soit manifestée en public à ce moment-là : le trio Préobrajensky, Sapronov, Raphaël, qui présentait un amendement à la résolution de J. C.

proverbe russe, vider la baignoire en jetant l'eau et le gosse avec ! »

Nous avons jugé comme une faute politique l'attitude du premier trio d'opposition :

« Nous avons prononcé le mot de « maladresse » à propos de l'opposition, et nous précisons que nous l'appliquons aux camarades Préobrajensky, Sapronov, Raphaël, dont certaines critiques sont absolument fondées, mais qui ont fait preuve d'un manque de sens politique évident dans toute cette affaire. La résolution du 7 décembre représentait un pas en avant énorme de la Direction du Parti, dans un sens préconisé depuis longtemps par l'opposition. Celle-ci aurait dû la saluer joyeusement et travailler à son application, pour lui éviter le sort des thèses du X^e Congrès. Au lieu de cela, elle a paru dépitée de voir son propre point de vue prévaloir au Comité central et soucieuse de chercher des prétextes pour aller plus loin que la résolution votée. Quelle faute politique ! »

Nous pourrions citer encore, mais il suffit. A côté de ces approbations de la majorité et de ces critiques de la minorité, nous avons défendu celle-ci contre l'accusation de former des fractions :

« Il est évident qu'il ne saurait exister et qu'il n'existe pas de fraction constituée dans le Parti, depuis l'élimination des deux petits groupes dont nous avons parlé. »

Et encore :

« Si fraction il y avait, l'opposition ne se serait pas conduite avec une maladresse qui ne s'explique que par la spontanéité et la dispersion des initiatives des uns ou des autres. Et nous le disons d'autant plus librement que nous connaissons, aimons et admirons bien des camarades dans l'une ou l'autre des « tendances ».

Et enfin :

« Il n'y a pas de fraction dans le Parti russe, — cela est clair, même à 3.000 kilomètres de distance, pour nous qui sommes à Paris (et qui, il est vrai, savons quelque chose de ce qui se passe à Moscou). Comment parler de fraction quand on prononce, parmi les noms de ceux dont les opinions sont rangées plus ou moins arbitrairement dans « l'opposition », ceux de Trotsky, de Radek, de Piatkov, de Beloborodov, de Préobrajensky, de Saproinov, de Chliapnikov, de Rosengoltz, de Raphaël, que Staline met « dans le même sac » ?

Les trois critiques les plus responsables, ceux qui appartiennent au Comité Central, Trotsky, Radek et Piatkov, ont d'ailleurs voté la résolution condamnant les fractions :

« La démocratie ouvrière implique pour tous les communistes la liberté d'examiner et de discuter ouvertement les principales questions de la vie du Parti, ainsi que l'électivité des fonctionnaires et des collègues, de la base au sommet. Néanmoins, elle ne comporte pas la liberté de former des fractions, toujours extrêmement dangereuses pour le

Parti dirigeant, car elles menacent l'unité et l'intégrité du gouvernement et de l'appareil étatique. »

Trotsky, dans ses articles reproduits ici, n'était pas moins net :

« Le Parti ne veut pas des fractions et ne les tolérera pas. Il est monstrueux de croire qu'il brisera ou permettra à qui que ce soit de briser son appareil. Il sait que cet appareil est composé des éléments les plus précieux incarnant la plus grande partie de l'expérience passée. Mais il veut le renouveler et lui rappelle qu'il est son appareil, qu'il est élu par lui et qu'il ne doit pas se détacher de lui. »

Et d'autre part :

« Est-il possible qu'il n'y ait pas pour le Parti de ligne intermédiaire entre le régime du « calme » et celui de l'émiettement en fractions ? Non, il en est une, et la tâche de la direction consiste, chaque fois qu'il est nécessaire et particulièrement aux tournants, à trouver cette ligne correspondant à la situation réelle du moment. »

Pas de fractions dans un Parti communiste, — et celui de Russie est bien le Parti communiste par excellence. Pas de fractions, c'est-à-dire il ne faut pas de fractions et il n'y a pas de fractions, et pas de danger de morcellement ni de rivalité pour le pouvoir.

* * *

Notre attitude est donc fort simple : nous défendons la majorité contre la minorité quand celle-ci se trompe ou déraisonne, et nous défendons la minorité contre la majorité quand celle-ci est injuste. Nous ne sommes pas pour une tendance contre l'autre, mais pour le Parti tout entier, tel qu'il est. Nous apprécions mieux l'une ou l'autre tendance qu'elles ne se jugent entre elles dans le feu de la polémique.

Cela est tout naturel. Les bolcheviks ne sont pas des dieux et ont le droit de se disputer, comme tous les mortels. Dans la dispute, il est inévitable qu'on se montre injuste réciproquement ; il est fatal que de vieux souvenirs d'anciennes oppositions se réveillent ; il est normal que des exagérations apparaissent. Mais nous, communistes français, devons-nous pour cela oublier que tous ces hommes qui sont momentanément en désaccord (ce n'est pas la première fois) sont tous des artisans valeureux de la Révolution ? Devons-nous épouser les griefs des uns ou des autres ou nous efforcer de les dissiper ? Poser la question, c'est la résoudre.

S'il s'agissait d'apprécier la situation d'un Parti où serait apparue une tendance anticommuniste, notre devoir serait clair ; nous prendrions position, avec toute l'Internationale contre cette tendance, comme nous l'avons toujours fait. Mais nul ne prétendra que le cas se présente avec le Parti russe, qui sait

fort bien éliminer lui-même ses éléments inassimilables. Aussi n'avons-nous rien de mieux à faire qu'à mettre en valeur *tout ce qui est commun à l'ensemble du Parti, toutes tendances confondues.*

C'est ce que nous avons fait. Le camarade Rappoport nous a reproché de n'avoir pas reproduit un certain article de Staline. A quoi seront avancés des ouvriers français quand ils auront lu des choses comme celles-ci (nous en citons les passages qui ont le plus excité l'intérêt de la presse ennemie) : « *Du côté de l'opposition nous voyons des camarades comme Beloborodov, dont le « démocratisme » reste jusqu'à présent inoubliable au milieu des ouvriers de Rostov, Rosengolz dont le « démocratisme » a mis longtemps en émoi le bassin du Donetz ; Alsky dont le « démocratisme » est partout connu. Sapronov croit-il que la démocratie triompherait dans le Parti si les « pions » actuels étaient remplacés par les très honorés camarades dont je viens de citer les noms ? Qu'on me permette d'en douter quelque peu ».* Et plus loin : « *Comme il ressort de sa lettre, Trotsky se compte dans la vieille garde bolchevique, en se déclarant prêt à porter sa part de responsabilité qui lui revient de ce fait, si des accusations étaient élevées contre les vieux bolcheviks à cause de leurs déviations éventuelles. En se déclarant prêt à se sacrifier, le camarade Trotsky fait sans doute preuve de noblesse de sentiments. Convenons-en. Mais je suis bien obligé de prendre la défense du camarade Trotsky contre lui-même, car, pour des raisons qu'on comprendra aisément, il ne peut et ne doit pas prendre sur lui la responsabilité de déviation éventuelle du groupe initial de la vieille garde bolchevique. Son offre de sacrifice est assurément quelque chose de très noble, mais les vieux bolcheviks en ont-ils besoin ? Je suis d'avis que ce n'est pas le cas ».*

Ce sont là des échanges d'aménités personnelles comme il s'en produit partout mais qu'on ne comprend que dans le Parti russe (et même, pas toujours). Staline n'a sûrement pas écrit cela pour les communistes français. A quoi bon publier des choses que nos camarades ne peuvent pas comprendre et qu'il faudrait un volume pour expliquer ?

Le rôle des communistes français est d'étudier les discussions russes pour en faire leur profit, et non de s'associer à une discorde alors qu'ils ont tant à faire chez eux. Nous avons confiance que le Parti bolchevik saura, une fois de plus, tracer et suivre lui-même sa voie, et que la première section de notre Internationale nous donnera encore bien souvent, à nous, de salutaires conseils. Si l'avenir nous réservait d'avoir un jour à lui rendre, avec toute l'Internationale, un service analogue à ceux dont nous lui sommes tant redevables, nous aurons à cœur de travailler à l'union de tous ses courants en un seul, parce que tous cherchent le progrès de la Révolu-

tion dans l'esprit communiste et prolétarien, avec les mêmes préoccupations, la même volonté, le même dévouement. Nous serons avec tout le Parti dans son effort pour surmonter ses difficultés passagères. Mais encore une fois, nous sommes sûrs qu'il saura se passer de nous comme il a su dans le passé — heureusement pour lui — ne compter que sur lui-même.

La mort de Lénine nous donne d'ailleurs la certitude que le Parti réagira unanimement dans le sens d'une solidarité indestructible et d'une cohésion absolue. S'il est une idée commune à tous les communistes russes sans exception, c'est bien celle que le fondateur du bolchevisme, de la République soviétiste, de l'Internationale Communiste, est irremplaçable sinon par le faisceau de toutes nos intelligences, de toutes nos volontés. Le malheur qui a frappé le communisme international dicte à tous le devoir. Personne n'y faillira.

Boris SOUVARINE.

P.-S. — Nous comptons plus que jamais recevoir l'avis de nos camarades, des militants, des lecteurs du *Bulletin*. Maintenant que nous croyons avoir dit l'essentiel, il nous importe de savoir comment ceux qui ont suivi la discussion accueillent nos conclusions. Nous continuerons à publier les lettres les plus intéressantes. Mais même celles qui ne seront pas imprimées nous seront utiles, comme reflets de l'opinion communiste.

L'abondance de matières

nous oblige, une fois de plus, à renvoyer au prochain numéro l'article de Boris Souvarine : Après le Congrès de Lyon, et divers articles qui attendent leur tour, comme celui de Marcel Ollivier sur le change, etc.

Nous avons pourtant fait cette semaine un numéro de 32 pages, preuve que ce n'est pas la bonne volonté qui manque dans la maison.

La prochaine fois, nous espérons liquider notre retard, et donner d'importants articles de Zinoviev, Tchitchérine, Krassine, etc., sur notre Lénine disparu.

LISEZ LES LIVRES DE LÉNINE :

- L'Etat et la Révolution ;
- La maladie infantile du Communisme ;
- La Révolution prolétarienne ;
- L'Impérialisme ;
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

LE CAMARADE

Lénine est mort. Jamais plus nous ne reverrons ce front immense, cette tête merveilleuse rayonnante d'énergie révolutionnaire, ces yeux vifs, perçants, attentifs, ces mains fermes, puissantes, cette personnalité forte, coulée d'un seul bloc, qui était à la limite de deux époques dans le développement de l'humanité. Sa disparition a été en quelque sorte celle de la station centrale de l'esprit, de la volonté, du sentiment prolétariens qui, par des fils invisibles, se répandaient sur tous les points de notre planète, partout où battent des cœurs ouvriers, partout où se forme la conscience de la grande classe, partout où s'aiguise l'arme de la lutte pour son affranchissement.

Grand, cher, inoubliable ami !

Le camarade Lénine était et restera un être unique.

Esprit prodigieux, volonté surhumaine, courage personnel, homme cependant, et d'une nature rare, tel était Lénine.

Lénine était avant tout un *chef* comme l'Histoire n'en donne que rarement à l'humanité et dont le nom s'attache à une époque. Il était un *organisateur de masses*. Colosse précédant le torrent humain, il en dirigeait le cours, formant des innombrables travailleurs du globe une armée disciplinée, la lançant dans la bataille contre l'ennemi et réglant son effort, éclairant de son esprit puissant les voies directes et les sentier détournés où devait s'engager la phalange des ouvriers aux mains calleuses avec l'étendard rouge de la révolte.

Comment Lénine fut-il le porte-parole génial de millions d'êtres ?

Tout d'abord par son sens aigu des besoins de la masse, qui était chez lui comme un sixième sens : il entendait sourdre et bruir le ruisseau caché des pensées qui filtraient, invisibles, dans le cerveau des innombrables travailleurs du globe. Comme personne, il savait *écouter*. Avec patience et attention il écoutait la voix du soldat, du paysan des confins de la Russie, du simple ouvrier. Une conversation avec une vieille villageoise lui révélait l'état d'esprit de la paysannerie. Comme le notait un ouvrier, cet agitateur doué d'une psychologie incomparable sentait aux meetings les pensées qui s'agitaient dans la tête de ses auditeurs.

Cerveau lucide et généralisateur, il savait de chaque individu tirer les traits distinctifs du groupe social dont il était le représentant et il avait ainsi devant les yeux la représentation exacte de la vie de millions d'êtres, le tableau des rapports de classe dans notre vaste pays. Lénine avait un don spécial pour parler aux gens, se rapprocher d'eux, leur inspirer confiance, et ils venaient sans hésiter lui confier leurs doutes, lui exposer leurs besoins et leurs revendications. Il savait trouver la langue qu'il fallait

pour parler à chacun. Haïssant de toutes les forces de son être les adversaires de la classe ouvrière, brisant avec eux résolument, violemment, sans retour, il se faisait patient avec les « siens », avec les travailleurs auxquels il donnait les explications nécessaires, dont il dissipait les doutes et qu'il persuadait et convainquait.

C'est pourquoi il jouissait d'un tel prestige. On venait à lui, non comme au chef de l'armée prolétarienne, mais comme à l'ami dévoué, au camarade sûr, au conseiller le plus sage, le plus expérimenté. Et il soudait les gens autour de lui avec un ciment qu'aucune force n'était en état de dissoudre.

Il serait difficile de trouver dans l'histoire un chef aussi aimé de ses compagnons d'armes. Tous, ils nourrissaient pour lui un vif sentiment. Ils l'aimaient. Ils n'appréciaient pas seulement son cerveau puissant et sa main de fer. Il était liés à lui par un réseau de liens intimes. Il était leur ami, leur frère. Il était au sens intégral du terme un *camarade*, — grand mot auquel appartient l'avenir.

L'extrême simplicité de Lénine était le trait fondamental de sa politique.

Ce n'était pas la simplicité des naïfs, mais la simplicité du génie. Lénine trouvait des paroles simples, des mots d'ordre simples, des solutions simples aux problèmes les plus compliqués. Rien ne lui était plus étranger que les « contorsions », la pose, le brillant, le désir de paraître. Il haïssait tout cela, il ridiculisait cruellement ce fatras, cette ferraille, héritage du passé, qui pèse encore si lourdement sur nous. Il connaissait le prix de l'*action* et il était un adversaire acharné de tout ce qui n'était que verbe.

Lénine conduisait en maître tout le Parti et par lui tous les travailleurs. Il était un dictateur au meilleur sens du terme. Aspirant tous les courants de la vie, élaborant dans son cerveau extraordinaire l'expérience de centaines et de milliers d'hommes, chef puissant, sûr de sa science et de sa force, d'une main virile, il entraînait les hommes à sa suite. Jamais il ne se pliait à l'état arriéré de la foule, jamais il ne se bornait à enregistrer passivement les événements. Il était capable d'aller contre le courant avec toute la force de son tempérament fougueux. Tel doit être un véritable conducteur de masses.

Lénine nous a quittés pour toujours. Reportons tout notre amour pour lui sur son enfant, son héritier : notre Parti. Qu'il vive de son esprit, de sa volonté, de son courage inébranlable, de son dévouement à la classe ouvrière. Sachons écouter les masses avec la même sollicitude que le faisait Lénine, notre chef à tous, notre sage maître, notre *camarade* chéri, inappréciable.

N. Boukharine.

LE GRAND RÉVOLTÉ

Lénine était né pour conduire des millions d'hommes et les lancer à la bataille à l'époque la plus orageuse, la plus insurrectionnelle, la plus révolutionnaire de l'histoire mondiale.

Il avait vu le jour sur les bords de la Volga, à la limite de l'Europe et de l'Asie. Comme si elle avait été consciente des cataclysmes, des guerres et des révolutions qui allaient bouleverser l'humanité, la nature avait créé un chef incarnant la passion révolutionnaire et la volonté inflexible de la classe qui n'a « rien à perdre que ses chaînes » et qui est appelée à « gagner un monde ».

Elle l'avait armé de l'outil qui, depuis des siècles, se forgeait dans les plus puissants cerveaux de l'humanité : le socialisme scientifique, le marxisme.

Elle avait mis en lui le sentiment de l'émeute, de la révolte, de l'insurrection. L'indignation grondante qui, durant des siècles, s'était accumulée dans les « bas-fonds » de l'humanité, dans les faubourgs usiniers, les villages asservis, parmi les esclaves des colonies, vivait dans sa poitrine et guidait sa volonté de fer.

C'est des profondeurs de l'histoire elle-même qu'affluent ces vagues d'émeute et d'insurrection qui ébranlent le monde, et par lesquelles ceux qui n'ont de tout temps été que des îlots signifient à leurs maîtres leur droit à l'existence.

Tel un incendie tantôt mourant et tantôt renaissant, le chapelet rouge des révoltes illumine la voie de l'humanité, dont il marque la ligne de développement. Pour Lénine, cette ligne n'a jamais été, au contraire de Kautsky et de Plékhanov, uniquement un sujet d'étude historique. Après la Commune de Paris, c'est Lénine et Lénine seul, qui, accomplissant ainsi la volonté tacite de millions d'opprimés, a repris et poursuivi dans la théorie et dans la pratique la tradition révolutionnaire.

Ne dédaignant aucun détail, ne se dérochant à aucune tâche, si mesquine semblât-elle, sachant attendre quand il le fallait et risquer lorsque la cause l'exigeait, Lénine, méthodiquement, opiniâtrement, inlassablement, prépara l'insurrection de millions d'êtres humains contre le monde de la violence et de l'oppression.

Mais il n'a pas fait que continuer l'œuvre des grands révoltés.

Avec le prolétariat, il a préparé l'insurrection pour que ce dernier *prit le pouvoir*.

S'insurger pour vaincre, vaincre pour prendre le pouvoir, prendre le pouvoir pour entreprendre

d'une main de fer, en union avec tous les opprimés, la refonte du monde : ainsi raisonne chaque ouvrier. C'est ainsi que raisonnait, c'est pour cela que vivait et travaillait Lénine, et c'est à cette tâche que la mort l'a surpris.

La dictature doit consolider le résultat de l'insurrection ; une insurrection, même victorieuse, non consolidée par la dictature de la masse elle-même, n'est pas encore la victoire ; ce n'est, dans le meilleur des cas, qu'un pas vers la victoire. C'est là l'idée qu'avait ancrée en Lénine l'histoire de toutes les tentatives infructueuses de l'humanité pour s'affranchir de ses maîtres.

Contre la dictature de la minorité, la dictature de la majorité ; contre la dictature des maîtres, la dictature des « bas-fonds » ; tout le reste n'est que tromperie à l'égard du peuple, trahison, faiblesse de pensée ou de volonté, « cléricisme » et « toitsisme » : telle était la doctrine de Lénine, et cette doctrine n'était que la formule d'une dure expérience achetée au prix de la vie de millions d'êtres humains.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que la Russie a donné à l'humanité combattante un chef de cette envergure.

C'est en Russie, à ce point de jonction entre l'Occident et l'Orient, où les contradictions sociales se faisaient le plus profondément sentir, où des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans tentaient des efforts héroïques pour se débarrasser du tsarisme asiatique et du capitalisme européen, que pouvait surgir et se former le chef sous la direction duquel la classe ouvrière a franchi le seuil d'une nouvelle époque.

C'est là que s'est forgée et incarnée l'idée du prolétariat rassemblant autour de lui la masse rurale pour porter le dernier coup au Capital, l'idée de l'alliance des ouvriers et des paysans. Lénine a fait de cette idée la formule de l'émancipation universelle, la cartouche de dynamite qui fera sauter l'édifice de l'impérialisme mondial.

C'est cette idée qui fonde en un même torrent irrésistible le mouvement prolétarien des grands centres d'Occident et celui des villages hindous et chinois ; c'est elle qui fait du Communisme une force sans précédent, appelée à triompher sur toute la planète.

Le flambeau du léninisme en mains, les travailleurs du globe passent de l'époque des tentatives isolées d'affranchissement à l'époque des révolutions victorieuses, consolidées par le pouvoir dictatorial de la classe ouvrière.

L. KAMENEV.

Lénine, théoricien et tacticien de l'insurrection armée

Aucun marxiste, durant ces dernières décades, n'a consacré autant d'attention que Lénine aux questions de l'insurrection armée. Lénine ne les étudiait pas seulement avec le plus grand soin, il s'efforçait de tirer de l'étude de la lutte armée de la classe ouvrière des conclusions, des indications précises sur ce qu'il faut faire pour assurer le succès de l'insurrection. Mieux que personne, il nous a appris que la révolution est un art qu'il faut connaître et étudier.

Il attache toujours une importance exceptionnelle à la préparation de l'insurrection armée, s'intéressant vivement aux détails d'organisation de notre travail militaire, de notre propagande et de notre agitation dans les troupes, ainsi qu'à la création d'organisation de combat. Ses discours et articles sur ce sujet provoquaient les ricanelements des mencheviks, qui nous traitaient, nous, léninistes, de conspirateurs, de jacobins, de blanquistes et d'anarchistes, en raison de nos théories sur l'insurrection armée. Ils raillaient particulièrement les *piatka* et les *troika* (1), dont Lénine recommandait l'organisation, et qui, composées des ouvriers les plus avancés, devaient être des groupes d'initiative dans la lutte armée de masse.

Lénine nous a appris à tirer les leçons de nos fautes dans la première révolution. Après la défaite de l'insurrection de décembre, les mencheviks commencèrent à décrier la lutte armée, à prêcher la renonciation aux méthodes combattives. Dans son *Journal d'un social-démocrate*, Plékhanov écrivait : « Il ne fallait pas commencer la lutte armée. » Lénine riposta par le brillant article : *Les leçons de l'insurrection de Moscou* (*Le Prolétaire*, n° 2, 29 août 1906).

« Rien de plus étroit, écrivait-il, que l'opinion de Plékhanov — reprise par tous les opportunistes — d'après laquelle il était inutile de commencer une grève inopportune et de prendre les armes. Au contraire, il fallait prendre les armes avec plus de résolution, d'énergie, d'esprit offensif ; il fallait expliquer aux masses le non-sens d'une grève pacifique et la nécessité d'une lutte armée audacieuse et implacable. Maintenant, nous devons enfin reconnaître ouvertement l'insuffisance des grèves politiques, faire dans les masses de l'agitation pour l'insurrection armée sans parler de « stades préliminaires », sans atténuer en rien la question. Dissimuler aux masses la nécessité de la guerre sanglante, exterminatrice, qui fera l'objet de la prochaine action, c'est se leurrer soi-même et tromper le peuple. »

Cela a été écrit en 1906. Mais lorsqu'on songe maintenant par quel calvaire, au prix de quels sacrifices la classe ouvrière des autres pays ar-

rive à ces conclusions, nous ne pouvons nous empêcher de dire aux camarades d'Occident : Etudiez attentivement Lénine. Les questions de la lutte armée, de l'insurrection de masse, se dressent devant vous. C'est dans Lénine que vous trouverez la meilleure analyse de la révolution prolétarienne, les déductions les plus exactes et les plus sûres à votre usage. Certes, il faut tenir compte des particularités de la situation. Lénine lui-même était un adversaire acharné des formules figées. Dans son article, *La guerre de partisans*, où il examine en 1906 les objections élevées contre la guerre de partisans (*Le Prolétaire*, n° 5, 30 septembre 1906), il met en garde contre les formules abstraites :

« Hostile à toute formule abstraite, à toute recette doctrinaire, le marxisme exige une attention sérieuse envers la lutte de masse qui, avec le développement du mouvement, la croissance des masses, l'aggravation des crises économiques et politiques, donne le jour à des moyens de plus en plus nombreux et variés de défense et d'attaque. C'est pourquoi il ne renonce à l'avance à aucune forme de lutte. Il ne se limite pas aux formes de lutte existantes ; il reconnaît l'inévitabilité de nouvelles formes correspondant aux modifications de la situation sociale. Sous ce rapport, loin de prétendre apprendre aux masses des formes de lutte imaginées par des théoriciens dans leur cabinet, le marxisme s'instruit pour ainsi dire de la pratique des masses. »

Lénine n'avait rien du théoricien de cabinet. Il était l'incarnation de la révolution. Alors que beaucoup se laissaient aller à la panique, s'apprêtaient à sonner la retraite, il étudiait attentivement l'étape de la lutte qui venait d'être franchie, les fautes commises et nous apprenait à les réparer. Les mencheviks (de Russie et d'Occident) enseignaient qu'il est difficile et impossible au prolétariat de vaincre dans la lutte armée ouverte, lorsque le gouvernement dispose d'une armée munie de tous les perfectionnements techniques. Lénine s'arrête sur cette question, qui est la deuxième leçon importante de l'insurrection de Moscou. Dans le même article, il écrit :

« La droite de notre parti a un point de vue extrêmement étroit sur ce passage (de l'armée à la révolution). Il est impossible, dit-on, de lutter contre une armée moderne, il faut que l'armée devienne révolutionnaire. Evidemment, si la révolution n'est pas une révolution de masse et si elle ne s'étend pas à la troupe elle-même, il ne saurait être question d'une lutte sérieuse. Il va de soi que la propagande dans les troupes est nécessaire. Mais il ne faut pas se représenter ce passage de la troupe à la révolution comme un acte indivi-

(1) Groupes de cinq et groupes de trois.— N.D.L.R.

duel simple, résultat de la conviction et du développement de la conscience. »

Les mencheviks soutenaient précisément à cette époque que tout consistait dans la propagande et l'agitation parmi les troupes, qu'il fallait arriver à convaincre. Nous, bolcheviks léninistes, nous n'avons jamais sous-estimé la nécessité de ce travail. Personne n'a si bien organisé l'édition d'un journal militaire que notre fraction bolcheviste, qui publiait, en 1906-1907, le journal *la Caserne* pour les soldats. (En mars-avril 1907, la *Caserne*, imprimée à Pétrograd, tirait 10 à 12.000 exemplaires, et était l'organe des organisations militaires de Cronstadt, de la Finlande et de l'Oural.) Nous avons édité à Moscou le journal *la Vie du soldat* immédiatement après l'insurrection de décembre, lorsque nous nous sommes rendu compte de la nécessité de gagner l'armée. Nous avons publié une énorme quantité d'exemplaires du *Catéchisme du Soldat*, très populaire alors et lu presque dans chaque unité militaire. Personne n'a formulé aussi nettement que Lénine la nécessité de gagner l'armée par la propagande.

« L'instabilité inévitable de l'armée dans tout mouvement véritablement populaire amène, avec le développement de la lutte révolutionnaire, à une véritable lutte pour la conquête de l'armée. L'insurrection de Moscou nous montre précisément la lutte acharnée menée par la réaction et la révolution pour mettre la main sur l'armée... Il faut avoir le courage de le reconnaître ouvertement : sous ce rapport, nous avons été inférieurs au gouvernement, nous n'avons pas su utiliser nos forces pour mener une lutte aussi active, aussi hardie et aussi habile que le gouvernement, afin de gagner les troupes à notre cause. Nous avons propagandé et continuerons avec plus de ténacité encore à propager les troupes. Mais nous serions de misérables pédants si nous oublions qu'au moment de l'insurrection, il faut aussi lutter physiquement pour conquérir l'armée. »

Nous avons profité de cette leçon en 1917. Personne n'a organisé la propagande dans les troupes aussi bien que les bolcheviks. Mais, en même temps, nous avons toujours compris qu'il fallait savoir également organiser la lutte physique pour la conquête de l'armée. Souvent, au cours de cette crise, nous avons été amenés à constater que, sans la défaite de 1905, nous n'aurions pu vaincre en 1917. D'après Lénine, une des leçons de cette défaite était « la nécessité prouvée par l'expérience d'une offensive décisive, menée à fond ». Il écrivait alors :

« Décembre a, de façon frappante, confirmé encore une thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la règle principale de cet art est l'offensive, audacieuse, décisive, acharnée. Nous ne nous sommes pas suffisamment assimilés cette vérité. Nous n'avons pas suffisamment appris nous-mêmes et nous n'avons pas suffisamment appris aux masses cet art, cette règle de l'offensive à tout prix. Nous devons maintenant rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper d'après des mots d'ordre politiques,

il faut encore se grouper sur la question de l'insurrection armée. Ceux qui sont contre l'insurrection, ceux qui ne s'y préparent pas, doivent être impitoyablement rayés du nombre des partisans de la révolution et rangés parmi ses adversaires, les traîtres ou les lâches, car le jour approche où les événements, les conditions de la lutte nous obligeront à distinguer nos ennemis et nos amis d'après cet indice. Nous ne devons pas prêcher la passivité, nous borner « à attendre » le moment où l'armée « passera » de notre côté ; nous devons crier à son de trompe la nécessité de l'offensive audacieuse et de l'attaque à main armée, la nécessité d'exterminer les chefs et de mener une lutte énergique pour gagner à nous la troupe hésitante. »

Dans un grand nombre d'articles et de discours, Lénine revenait alors sur cette question et nous enseignait l'art de l'insurrection. Il concentrait notre attention sur l'étude de la tactique et de l'organisation des forces pour l'insurrection, sans se borner à remâcher des vérités élémentaires et à déclarer, par exemple, que la tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire. Il étudiait ce que devait être la tactique de la lutte des masses dans l'état actuel de la technique, dans les conditions de la bataille de rues à notre époque. Il exposait et défendait vigoureusement la tactique de la guerre de partisans ou, comme l'écrivait Kautsky, alors encore révolutionnaire, la « nouvelle tactique de barricades ». Il exprimait son mépris pour les social-démocrates qui ne comprenaient pas cela, qui alors déjà empêchaient, comme les social-démocrates actuels en Allemagne, la classe ouvrière d'organiser ses forces pour la lutte armée. « On rencontre maintenant parmi nous — écrivait Lénine — des social-démocrates qui ricanent en entendant parler des *piatka* et des *troika*. Mais ces ricanements ne sont qu'un moyen facile de fermer les yeux sur la nouvelle question de la tactique nécessitée par l'action de rue, dans l'état actuel de la technique militaire. »

Les mencheviks combattaient alors ces points de vue à tous nos Congrès et conférences. Ils déclaraient que la guerre de partisans désorganisait notre Parti, le démoralisait, et ils allaient parfois jusqu'à réprouver la guerre civile. Certes, en 1905-06, la question de la guerre civile n'était pas comprise exactement comme maintenant. Mais alors déjà, Lénine la posait d'une façon très nette. Dans un article spécial consacré à la guerre de partisans, il montrait que « ce ne sont pas les actions de partisans qui désorganisent le mouvement, mais la faiblesse du parti, qui ne sait pas prendre la direction de ces actions... » Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le manque d'organisation, l'incohérence, le caractère sans-parti des actions de partisans. Au Congrès de Stockholm (1906), ainsi qu'au Congrès de Londres (1907) les mencheviks nous attaquèrent pour notre propagande de la guerre de partisans, pour notre travail militaire.

Au moment où, espérant encore organiser un Congrès à Copenhague, nous menions des pourparlers avec le gouvernement danois sur ce sujet, Lénine nous lut un rapport spécial sur l'insurrection armée, la guerre de partisans, les expropriations (par malheur, ce rapport n'ayant été consigné nulle part, il me faut le rétablir de mémoire). Il nous disait alors que la théorie des mencheviks

en l'occurrence se ramenait à propager la paix sociale et à adopter la morale bourgeoise, *qu'en principe* nous ne pouvions interdire l'expropriation des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et des institutions gouvernementales à l'époque de la guerre civile si les ressources retirées de l'expropriation étaient employées par le Parti à armer la classe ouvrière, à l'aider à anéantir la domination des capitalistes et des seigneurs terriens. Dans son article *La guerre de partisans*, il exprimait ainsi cette pensée : « *Le marxiste se tient sur la plate-forme de la lutte de classe et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crise économique et politique aiguë, la lutte de classe se transforme en guerre civile, c'est-à-dire en lutte armée entre deux parties du peuple. Dans ces périodes, le marxiste est obligé de reconnaître la guerre civile. La répression est inadmissible au point de vue du marxisme.* »

Certes, nous ne dirons pas à nos camarades allemands qu'ils doivent nécessairement repasser par toutes les étapes de notre lutte. Mais il leur faut étudier ces formes de lutte afin de pouvoir les diriger.

Le parti du prolétariat doit avoir une conception exacte des formes de la guerre civile. Lénine nous a appris que notre Parti devait être réorganisé de façon à pouvoir diriger la lutte armée des masses et préparer la victoire.

Notre Parti — écrivait-il — doit éduquer et préparer ses organisations pour entrer en action comme parti belligérant et ne pas laisser passer une seule occasion de porter un coup aux forces de l'ennemi... Il doit se donner pour tâche de créer les organisations les plus capables de diriger les masses dans les grandes batailles comme dans les escarmouches... Il doit non seulement participer à cette guerre civile, mais y jouer le rôle dirigeant... C'est là, certes, une tâche difficile et dont l'accomplissement demande du temps. De même que le peuple tout entier rejait son éducation et s'instruit au cours de la guerre civile, de même nos organisations doivent être éduquées sur la base des données de l'expérience, réorganisées de façon à pouvoir s'acquitter de cette tâche.

Vers la fin de 1906, nous eûmes l'idée de convoquer une conférence des organisations militaires et des groupes de combat bolchevistes afin de les réunir dans une union chargée d'élaborer les méthodes de notre travail. Notre plan était d'élargir notre travail militaire, de créer tout un réseau d'organisations militaires et de groupes de combat avec un organisme central relié étroitement au C.C. de notre Parti et en recevant ses directives. Nous nous propositions de développer nos publications militaires, de créer une littérature populaire pour les troupes, d'organiser des écoles d'instructeurs où les ouvriers les plus avancés apprendraient la technique de l'art militaire. Nous réussîmes à réaliser quelques-uns de ces plans.

En Finlande, à Kuokalla, nous fondâmes une école d'instructeurs et, vers la fin de 1906, nous convoquâmes à Tammerfors une conférence de nos organisations militaires et groupes de combat qui élut un bureau provisoire et à laquelle participaient entre autres M. Trilisser, Boustrem, Kadomtsev, Lokatskov, Gontcharov, Guimmer et l'auteur de ces lignes. Nous demandâmes à Lénine, fixé alors en Finlande, de participer à cette

conférence. Lénine approuva fort notre idée, nous demanda des détails, puis nous envoya une lettre pour nous dire qu'il considérait cette conférence comme très importante et tout à fait opportune, mais que, ne pouvant y assister personnellement, il envoyait à sa place le camarade Lioubitch.

Le comité central menchevik engagea à ce sujet une violente campagne contre nous et, dans la *Narodnaïa Douma* du 3 février 1907, adressa à toutes les organisations du Parti une lettre où il déclarait que « cette conférence avait été convoquée par les représentants de quelques organisations militaires et groupes de combat non seulement sans l'assentiment, mais même contre la volonté du C.C. qui considérait comme inadmissible toute forme d'union des groupes de combat ».

Dans un article spécial du *Prolétaire* (n° 16, 2 mai 1907), Lénine signala les résultats positifs de cette conférence, la défendit, montra que ses décisions étaient parfaitement justes et souligna une des tâches principales que nous avions assignées aux groupes de combat : *travailler à répandre une conception juste de l'insurrection armée*. Dans la résolution sur le rôle des organisations militaires et des groupes de combat, nous avions formulé ainsi cette tâche : « Le rôle des groupes de combat est de développer dans les masses la compréhension juste de l'insurrection armée ». Maintenant encore, beaucoup de points sur lesquels nous discutons alors doivent faire l'objet de l'étude de nos camarades d'Occident.

Lénine considérait en 1906 qu'une nouvelle poussée révolutionnaire était proche. Comme nous tous, il s'est trompé sur ce point, mais, dans l'attente de la révolution, nous n'avons pas perdu notre temps. Nous avons préparé les masses ouvrières et paysannes. C'est là également maintenant la tâche de nos camarades d'Occident. Qu'ils méditent les paroles de Lénine en 1906 :

« Souvenons-nous que la grande lutte de masse approche. Ce sera l'insurrection armée. Elle devra, autant que possible, s'effectuer simultanément sur tous les points. Les masses doivent savoir qu'elles s'engagent dans une lutte sanglante, acharnée. Il faut qu'elles aient le mépris de la mort qui leur assurera la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être menée avec l'énergie maximum ; l'attaque et non la défense, tel doit être le mot d'ordre des masses ; l'extermination implacable de l'ennemi, tel doit être leur objectif ; la lutte devra être souple et manœuvrière et les éléments hésitants de l'armée devront y être entraînés. Le parti du prolétariat conscient doit accomplir son devoir dans cette grande lutte. »

E. IAROSLAVSKY.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Souvenirs personnels sur Lénine

Il m'est difficile de parler de Lénine, car, appliqués à cet homme, les mots quels qu'ils soient, semblent faibles, banals, particulièrement à cette heure où nous ressentons si douloureusement sa perte. Lénine n'est pas seulement le chef incontesté de la révolution mondiale, c'est le camarade, l'ami intime de centaines de milliers d'hommes, dont beaucoup ne l'ont même jamais vu.

Les ouvriers et les paysans russes respectaient Lénine, mais surtout ils l'aimaient d'un amour particulier, car il était un des leurs, le frère des travailleurs. Des millions d'être humains lui confiaient leur sort ; ceux-là mêmes qui ne savaient pas lire et ne le connaissaient que par les récits, croyaient en lui, sentaient instinctivement qu'il ne les trahirait pas, qu'il savait, qu'il comprenait, qu'il était à eux, qu'il était leur frère, leur ami véritable. Il leur appartenait, il était le guide qui montre la voie, simple et lumineuse, vers la liberté véritable.

Lénine aimait les ouvriers et les paysans, mais cet amour n'était pas la condescendance, la compassion du fort pour le faible. Il était avec eux, parce qu'il se sentait leur égal : sûr de sa voie, il les entraînait à sa suite, toujours plus haut et ils comprenaient, sentaient cette aspiration vers l'idéal. On ne s'incline pas devant Lénine, malgré son génie et la puissance de sa personnalité, parce qu'il est le génie même de la révolution, une force naturelle irrésistible.

Après la révolution d'octobre, Lénine, malgré ses travaux accablants, trouvait toujours le temps de recevoir les innombrables députations de paysans, soldats et ouvriers qui venaient le trouver et qui s'en retournaient animés d'une nouvelle énergie, prêts à supporter les privations et la famine et à poursuivre l'œuvre entreprise.

En 1918, un régiment de soldats rouges voulait à toute force aller au front, mais le départ se faisait attendre. Pour l'accélérer, il envoyait une députation de trois hommes qui arrivaient chez Lénine, alors alité après l'attentat des S.-R. Je vis cette députation à son retour. A sa tête était un vieil ouvrier de 70 ans qui, avec ses trois fils, s'était engagé comme volontaire dans l'armée rouge. Il avait le visage inspiré, tel un fidèle après la communion longuement attendue. « Eh bien ! nous avons vu Ilitch lui-même », dit-il. Il allait raconter ce que leur avait dit Lénine, mais soudain les sanglots arrêtaient sa voix, tandis que le deuxième député qui, lui aussi, était un volontaire et presque un vieillard, se mettait également à pleurer. Le troisième, un grand et vigoureux gaillard, ancien sous-officier de la Garde impériale, s'efforçait de rester impassible et voulait continuer le récit, mais il ne put contenir son émotion, et je vis deux grosses larmes couler lentement sur ses joues hâlées.

Lénine était extrêmement simple, dans sa vie personnelle et ses rapports avec les gens, comme d'ailleurs dans sa façon de traiter les questions sociales et scientifiques les plus compliquées. Filtrés par son cerveau lucide, les phénomènes économiques les plus complexes, les doctrines philosophiques les plus ardues se simplifiaient, deve-

naient accessibles à l'ouvrier, car Lénine — c'était là sa supériorité — savait à la perfection dégager l'essence des choses, le fond de la question et élaguer tout le superflu, tout ce qui embrouille.

Ses discours également étaient d'une simplicité et d'une limpidité merveilleuses. Il soulignait et répétait sans cesse l'idée fondamentale. Nulle rhétorique, mais une force de conviction et une énergie extraordinaires, parfois une fougue terrible, une impétuosité formidable. Sa parole était d'un effet irrésistible sur les ouvriers.

J'en donnerai un exemple qui se rapporte à l'année 1906. Lénine, alors en Russie, participait aux assemblées illégales d'ouvriers qui se rassemblaient dans les environs boisés et marécageux de Saint-Petersbourg. Un ouvrier en contact avec des intellectuels menchéviks, et qui se considérait lui-même comme menchévik, se disposait, avec quatre de ses camarades, à critiquer Lénine à une de ces assemblées. Quelle joie parmi les menchéviks : ils avaient réussi à dénicher des ouvriers pour les opposer à Lénine ! « Nous nous concertons soigneusement, raconte plus tard l'ouvrier en question, nous fixons ce que chacun de nous va dire à l'assemblée, mais Lénine commence à parler et nous voyons que tout ce qu'il dit est juste et qu'il n'y a rien à répliquer. Nous allons alors trouver nos intellectuels, ils nous expliquent les choses à leur façon ; nous retournons à l'assemblée et, dès que Lénine prend la parole, nous voyons que tout ce qu'il dit est la juste même, que tout est dans l'esprit ouvrier et que non seulement il n'y a rien à répliquer, mais rien à ajouter. » Il en fut ainsi cinq fois de suite, et le résultat fut identique. Pendant l'hiver 1906, cet ouvrier vécut dans une localité où il n'y avait pas d'organisation menchéviste et travailla avec les bolcheviks dont il ne se distinguait nullement, tout en continuant de s'intituler menchévik. Il ne cessait de parler de Lénine dont le souvenir était resté gravé dans sa mémoire et qui lui apparaissait comme le héros d'un conte merveilleux. En 1918, il fut tué en combattant pour les idées bolchevistes qu'il aurait tant voulu pouvoir réfuter douze ans auparavant.

Lénine n'est redevable à personne de sa popularité dont il s'efforça toujours de faire profiter uniquement son parti et la cause du pouvoir soviétiste. Quoique il ne voulût pas de la popularité pour lui-même, personne en Russie n'était plus populaire que lui. Son nom était sur les lèvres de ceux qui auraient préféré faire le silence sur sa personnalité ; il était estimé de ceux qui auraient voulu le mépriser, car son désintéressement et son dévouement illimité à la cause de la révolution étaient reconnus, même par ses ennemis les plus acharnés dans le camp de la bourgeoisie.

* Un exemple entre mille montrera le prestige dont il jouissait dans les milieux ouvriers.

C'était en 1906 ou 1907, alors que Lénine vivait à Saint-Petersbourg et que les bolcheviks disposaient, grâce à un prête-nom, d'une grande imprimerie légale avec un personnel considérable. Les heures supplémentaires étaient rares et, dans

les cas exceptionnels où on leur en demandait, les ouvriers, assez bien payés et à l'abri du besoin, accueillent fort mal la chose. Les anarchistes étaient d'ailleurs en assez grand nombre parmi eux.

Un jour, tard dans la soirée, Lénine envoie un grand travail avec une note indiquant qu'il devait être imprimé en entier le lendemain matin. Le gérant de l'imprimerie téléphone pour dire que la chose est impossible, mais Lénine insiste. Il se rend alors personnellement chez lui et lui expose que la journée touche à sa fin, mais que, si même les ouvriers consentaient à rester toute la nuit, il serait impossible matériellement, d'après ses calculs, de faire tout le travail dans le délai fixé. Très conciliant dans ses rapports personnels avec les gens, Lénine était inflexible lorsqu'il s'agissait de la cause. Il saisit une feuille de papier et, immédiatement, écrit aux ouvriers une lettre dans laquelle il leur explique en quelques mots l'importance de l'urgence du travail et leur demande de donner un « bon coup de collier ».

À son retour à l'imprimerie, le gérant trouve les ouvriers prêts à partir, quelques-uns déjà avec leurs vêtements de ville. S'attendant à de violen-

tes protestations, il ne dit rien et se borne à leur transmettre la lettre de Lénine.

La lettre lue, de nombreuses voix s'élèvent, non pas pour protester, mais pour demander la reprise du travail et déclarer qu'il faut à tout prix faire ce qu'il est demandé.

En un clin d'œil, les ouvriers se débarrassent de leurs pardessus, chapeaux, casquettes, enlèvent leurs vestons et, sans même souper, se mettent à l'ouvrage. Tous travaillèrent avec un enthousiasme extraordinaire ; le prote, ainsi que tous les autres employés, mirent eux-mêmes la main à la pâte.

Plus tard, le prote, un ancien ouvrier typographe connaissant parfaitement son métier, déclarait qu'il ne pouvait comprendre comment on avait pu abattre autant de travail en une seule nuit et que s'il ne l'avait vu lui-même de ses propres yeux, il ne le croirait pas, car on ne croit pas à l'impossible.

Pourtant l'impossible avait été réalisé, tant étaient grands l'enthousiasme des ouvriers, leur vénération et leur amour pour Lénine.

KLINSKY.

Chronique Internationale

RUSSIE

Les procès économiques

Pendant que le Parti communiste russe discute avec passion ses méthodes d'organisation, ses devoirs, le problème si difficile à résoudre pratiquement du centralisme démocratique, les tribunaux révolutionnaires travaillent... Ils sont devenus, sur un point capital de la défense intérieure, une des meilleures armes de la révolution. Car la Russie communiste occupée de la réforme de ses mœurs, de sa renaissance intellectuelle, de son éducation révolutionnaire, n'a pas définitivement vaincu certaines formes de contre-révolution, des plus pernicieuses. J'écrivais il y a plus d'un an, à l'occasion de plusieurs grands procès analogues à ceux qui se déroulent aujourd'hui que, consciente ou non, *la contre-révolution économique est pour nous la pire* : j'entends, actuellement, la plus dangereuse. Ce sera sans doute vrai tant que durera la *Nep*, c'est-à-dire tant que l'Etat socialiste devra tolérer sur son territoire certaines formes, restreintes et très surveillées, mais vivaces, d'entreprises capitalistes. La *Nep* n'est pas autre chose, en définitive, qu'une lutte entre l'Etat socialiste et la petite bourgeoisie à laquelle on reconnaît droit de cité. Loyale, cette lutte revêt les aspects de la concurrence entre la petite industrie privée et la grande industrie nationalisée ; déloyale, dissimulée, morbide, celles de la corruption, de l'espionnage industriel, du gaspillage et du vol organisés dans les *trusts* de l'Etat... Ces derniers aspects, qui ne sont pas les moins importants ni les moins dangereux, relèvent de la compétence

du Tribunal Révolutionnaire devenu de ce fait un des avant-postes d'une classe qui veut conserver, pour continuer et achever la transformation sociale, la maîtrise de la production.

Le procès du *Goum* dure depuis le 6 décembre. Le G.O.U.M., abréviation russe de *Magasins Universels de l'Etat*, est bien connu des étrangers qui visitent Moscou. Ses immenses établissements occupent tout un côté de la Place Rouge, en face du Kremlin. Dans ses galeries perpétuellement remplies du bourdonnement de milliers de voix, se brassent les affaires les plus variées. L'on peut y trouver littéralement de tout, à des prix modérés. Or, l'Inspection Ouvrière s'est aperçue que le *Goum* faisait quelquefois des affaires désavantageuses et désavantageuses à un degré surprenant. Certaines lui ont valu des pertes globales estimées à un demi-million de roubles-or. Le président du *Conseil d'Administration du Goum*, Belov, et son suppléant, Michoukov, par négligence, incompetence ou vénalité, étaient à la tête d'une gestion absolument criminelle. Le *Goum* achetait et payait à l'avance, à des hommes d'affaires véreux, du bois de chauffage qui ne lui était jamais livré (coût : 56.000 roubles-or). Il payait son charbon à des intermédiaires non moins véreux, près de deux fois le prix normal. Il faisait avec l'étranger des affaires scandaleuses et ruineuses, telles que l'achat, en Tchéco-Slovaquie, de 44.000 faulx, grâce aux bons services d'un chevalier d'industrie nommé Strim qui réalisa de beaux bénéfices en spéculant sur la valuta tchéco-slovaque. Comble de négligence : le transport de ce stock de faulx n'ayant pas été payé à temps, le stock fut saisi et vendu aux enchères... Abrégeons. 21 fournisseurs du *Goum* et 4 membres de son personnel s'expliquent devant le Tribunal révolutionnaire

présidé par Galkine. L'affaire, très compliquée en apparence, est au fond très simple. Il semble que ni Belov, ni Michoukov n'ont retiré de profits personnels d'une gestion criminelle surtout par maladresse, incompetence, incurie. Le *Goum* était entouré d'une nuée de pot-de-viniers, de spéculateurs, de profiteurs, de voleurs, tous gens habitués aux mœurs commerciales et à la corruption de l'ancien régime, apolitiques en général mais pas communistes du tout, qui considèrent dans leur for intérieur que les biens de l'Etat sont bons à piller...

Le procès du trust de la soie de Bogorodsk est plus curieux encore; personne n'y est accusé de corruption. L'incurie, une incurie phénoménale, fait le fond de l'affaire. La structure même du trust était si malheureuse qu'il ne pouvait pas ne pas travailler à perte, vu la disproportion absurde de ses organes constitutifs. Les fabriques du trust ne fournissaient que 27 % du travail possible et 55 % de la tâche assignée; elles consommaient par contre 30 % de plus de combustibles qu'il n'en eût fallu normalement. La comptabilité était à peu près inexistante. Le trust témoignait d'une complaisance infiniment dangereuse — et difficile à expliquer — envers le commerce privé. En résultat, le bilan de sa première année d'activité s'est chiffré par une perte sèche de 2.307.000 roubles-or.

Mentionnons enfin une troisième affaire en cours, celle du *Tsto*, *Section Commerciale Centrale du Conseil Supérieur de l'Economie*, dont les collaborateurs responsables, Komarovski et Gombart, sont accusés d'avoir causé à l'Etat un préjudice évalué à 10.000.000 de roubles-or. Ils laissaient vendre à des prix inférieurs les marchandises de l'Etat, à des prix au-dessous du prix de revient.

Le procès du directeur de la Banque industrielle, ancien président de la République démocratique d'Extrême-Orient, Krasnostchekov, viendra plus tard. Le pouvoir des Soviets, loin de chercher à « étouffer », comme il est de coutume dans les pays bourgeois, ces scandales, les combat en plein jour, par le plein jour, dans des procès retentissants appelés à initier le grand public ouvrier et paysan aux difficultés de la gestion des biens nationalisés, aux périls de la *nep*, au travail de sape des innombrables ennemis du nouveau régime. En outre, ces procès, qui n'aboutiront certainement pas à des verdicts d'indulgence, doivent donner à tous ceux pour qui la *nep* est « l'ère des tripotages », de salutaires avertissements, qu'on n'oubliera pas de sitôt. L'humour moscovite a depuis longtemps distingué avec raison entre la *Nouvelle Politique Economique* et la *Nep* qui en est l'abréviation déformée. « La première, dit-on malicieusement, mène au communisme; la seconde mène — tout droit — au Tribunal révolutionnaire. »

Nous sommes bien en présence d'une forme économique extrêmement pernicieuse de la contre-révolution, quoique l'intention politique n'apparaisse nulle part chez les dévaliseurs du prolétariat russe. Récidives de mœurs du capitalisme primitif, actions accumulées des mentalités bourgeoises pour lesquelles tout se réduit au commerce et le commerce à « rouler » le prochain. Faisons aussi la part de l'insuffisance du prolétariat révolutionnaire lui-même dans la gestion de ce qu'il a exproprié. Ce prolétariat vainqueur manque d'expérience, de connaissances spéciales, de techniciens qui soient de sa classe, pénétrés de sa conscience de classe et de son idéologie. Pour acquérir ce

qui lui manque il lui faut du temps et... des Tribunaux Révolutionnaires.

Le plus remarquable dans tout ceci, c'est que, malgré l'œuvre néfaste de cette contre-révolution économique, le relèvement économique de la Russie rouge est un fait évident. Transports, agriculture, production, commerce extérieur ont réalisé en 1923 des progrès souvent étonnants. Il convient de rapprocher ces deux ordres de faits, car leur rapprochement nous fournit la preuve d'une victoire quotidienne de la révolution sur la contre-révolution.

Victor SERGE.

ETATS-UNIS

Le Fascisme

Il n'existe pas encore en Amérique de mouvement fasciste solidement organisé. La raison en est que malgré l'extrême violence de la lutte de classes, le régime capitaliste n'y est pas encore entré dans une période de crise vraiment grave. Le mouvement ouvrier est, en général, dominé par une bureaucratie syndicale sans la moindre trace de conscience de classe, sujette à l'influence bourgeoise et représentant, dans les syndicats, les idées économiques et politiques de la bourgeoisie. Le capitalisme n'a rien à craindre d'un mouvement ouvrier dont la faiblesse saute aux yeux; il n'a pas besoin d'un mouvement fasciste organisé sur le modèle des bandes classiques de Mussolini.

Mais la menace fasciste, toute vague qu'elle soit encore, existe déjà, très précise, très vigoureuse même. Des sections du *fascio* s'organisent parmi la population italienne d'Amérique. Le *Ku-Klux-Klan* prospère surtout dans les Etats ruraux du Sud et de l'Ouest. Déjà ses conquêtes s'étendent aux classes moyennes des villes. La *Légion américaine*, organisation d'anciens soldats, dirigée par des ex-officiers bourgeois, est également un représentant redoutable de l'idéologie fasciste. La dernière venue des organisations fascistes américaines est celle des *Vigilantes Sentinelles de la Constitution* (*The Minute Men of the Constitution*). Ce fascisme, de plus en plus agressif, est d'une grande souplesse. En un mot, dans ce pays la contre-révolution organise ses forces bien avant que la révolution lui soit une menace directe.

La classe capitaliste américaine fraternise ostensiblement avec le fascisme italien. Le juge Gary, du trust de l'acier, ayant rendu, en 1923, visite à Mussolini, est revenu d'Italie enthousiasmé par l'œuvre du dictateur fasciste. La classe ouvrière américaine, malgré tout ce que la presse lui a fait connaître des exploits du fascisme, n'en reconnaît pas encore le danger. Ce n'est que sous l'inspiration des communistes qu'une *Ligue anti-fasciste* s'est constituée dans les syndicats qui comptent un grand nombre d'ouvriers italiens. Cette ligue a combattu avec succès l'infiltration fasciste d'origine italienne. Le mouvement ouvrier américain dans son ensemble n'aperçoit pas les dangers qui le menacent de la part du fascisme purement américain.

La *Légion américaine* a commencé son activité en imitant avec servilité les fascistes d'Italie. Ses bandes de briseurs de grève ont commis d'innombrables actes de violence contre les ouvriers révolutionnaires. Son affinité spirituelle avec le fascisme italien s'est éloquentement exprimée par l'in-

visitation qu'elle a faite à Mussolini, de venir assister en Amérique à son Congrès de la Légion. Plus tard, imitant l'exemple du fascisme italien, la Légion a modifié sa tactique vis-à-vis des syndicats. Détestée des masses ouvrières, elle a réussi à gagner la confiance des leaders syndicaux réformistes. Le Congrès de la Fédération américaine du Travail de Cincinnati (1922) a scellé l'alliance de la Légion avec la bureaucratie de Gompers. Depuis, la Légion a développé ses noyaux dans les syndicats. Les bureaucrates syndicaux américains ont de vives sympathies pour le fascisme ; quand celui-ci se constituera en un grand parti, on les y retrouvera inmanquablement. Si Mussolini avait trouvé le temps de venir en Amérique, nous eussions pu le voir siéger — spectacle magnifique ! — à côté de Gompers !

La société des *Vigilantes Sentinelles de la Constitution* a été fondée, en 1923, par le général et financier Charles G. Dawes. Tandis que la Légion américaine a plutôt un caractère de masses et a dû même, pour ne pas perdre sa clientèle, contrarier quelquefois — comme dans la question des indemnités à accorder aux soldats démobilisés — les classes dirigeantes, les « *défenseurs de la constitution* » sont une organisation de la bourgeoisie, tranchement antiouvrière. Ils s'abstiennent de toute démagogie.

Une troisième organisation, le *Ku-Klux-Klan*, peut être considérée comme l'expression la plus achevée du fascisme américain. Parti du Sud, à la conquête de la population rurale, le *Ku-Klux-Klan* comprend aujourd'hui des centaines de milliers de cultivateurs. Il grossit ses effectifs parmi les classes moyennes, les employés, les petits fonctionnaires, etc., surtout dans les Etats de l'Ouest-Centre. Il a même réussi à gagner à sa cause quelques groupes ouvriers. Bien que le *Ku-Klux-Klan* soit une organisation secrète, il commence néanmoins à devenir, par sa renommée, un facteur dans la vie politique. Il se prépare à conquérir aux prochaines élections municipales toute une série de grandes municipalités. Son organisation est centralisée, ce qui n'empêche pas des scissions de s'y produire. Des groupes rivaux du *Klan* se combattent âprement. Sa plateforme politique varie avec les Etats et les villes. On voit dans certaines régions des affiliés portant le costume du *Klan* (robe et cagoule blanches) accomplir de nocturnes randonnées pour châtier, par de sauvages mutilations ou par la bastonnade, des trafiquants d'alcool ; mais il arrive que dans quelque ville voisine des hommes portant le même costume et point hostiles à l'alcool, s'attaquent au contraire à la force publique qui veille à l'exécution de la loi sur la prohibition de l'alcool. Dans tel Etat le *Ku-Klux-Klan* se fait le défenseur des petits cultivateurs ; dans un autre, il combat violemment le mouvement des *farmers*.

Toutes ces organisations fascistes se combattent les unes les autres. La bureaucratie syndicale condamne les fascistes et le *Ku-Klux-Klan*, mais fait l'éloge de la *Légion américaine*. De nombreuses sections de la Légion se déclarent également contre le *Klan*. Antagonismes et conflits plutôt superficiels. Contre le péril rouge les réactionnaires vindicatifs, cruels et brutaux sont toujours unis.

Le rôle de la bureaucratie de la Fédération Américaine du Travail dans le développement du fascisme aux Etats-Unis, devient de plus en plus marquant. Au Congrès de Portland (octobre 1923),

le major George L. Berry, président de la Fédération des Imprimeurs et membre influent de la Légion américaine, a déclaré, au nom des amis de Gompers, que l'A.F.L. défend quatre grands principes dans la vie économique. Ce sont :

« La propriété privée ; un revenu honnête correspondant aux capitaux investis ; l'indemnisation pour la détérioration des moyens de production ; la rétribution des travailleurs, y compris les directeurs, proportionnée à leur rôle dans la production. »

Au nom de ce programme, Gompers et ses amis convient la classe ouvrière et le patronat à s'unir contre la révolution. Les fonctionnaires de la Fédération du sous-sol dénoncent la « menace rouge » :

« Cette situation (révolutionnaire) — écrivent-ils — serait de nature à alarmer non seulement les ouvriers syndiqués, mais aussi les patrons. Le moment est venu pour les ouvriers et les patrons de se tendre la main, au lieu de se combattre les uns les autres. »

Il y a tout lieu de croire que les leaders syndicaux américains, comme certains de leurs collègues italiens, se mettront à la tête du fascisme au fur et à mesure que la lutte de classes s'aggravera en Amérique. L'alliance de Gompers et de Mussolini, scellée par la Légion américaine, le programme de collaboration des classes de l'A. F. L., les campagnes d'expulsion, de scission et de violence poussées contre les adhérents de l'Internationale Syndicale Rouge nous en convainquent.

La crise économique se rapproche de l'Amérique, le nombre des chômeurs augmente, la lutte de classes y devient plus aiguë ; attendons-nous à nous trouver en présence d'un mouvement fasciste auquel, pour ce qui est de la violence antiouvrière, le fascio italien n'aura rien à envier.

Earl E. BROWDER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Le Parti et la Démocratie ouvrière

Dans le Bulletin n° 51, un article de Souvarine se référait à un rapport fait par Zinoviev devant la 19^e Conférence du « gouvernement de Pétrograd », le 1^{er} décembre. C'est le texte intégral de ce rapport que nous donnons ci-dessous. On doit le lire avec d'autant plus d'attention qu'il contient, non seulement des commentaires éclairant les formules de la résolution votée par le Comité Central, mais aussi des considérations importantes sur des questions non traitées dans la résolution.

Le Parti a-t-il subi l'influence de la Nep ?

Le Comité central du Parti discute en ce moment les questions dont s'occupe tout notre Parti. Le C. C. a, pour les étudier, institué une large commission avec participation de quelques membres du Bureau politique. Cette commission commencera ses travaux dans quelques jours, et nous sommes fermement convaincus que le C. C. sera sous peu à même de présenter au Parti ses propositions sous la forme d'une résolution prise à l'unanimité.

Peut-être, camarades, ai-je eu tort d'intituler mon article, qui aurait dû servir de base de discussion : *Les nouvelles tâches du Parti*. Une série de contradicteurs ont fait ressortir que ces questions ne datent pas d'aujourd'hui et attendent depuis longtemps d'être résolues, et que, par conséquent, le titre ne correspond pas tout à fait à ce que contient l'article. Pour être précis, il aurait fallu dire qu'il s'agissait des devoirs *actuels* du Parti. Que ces devoirs soient nouveaux ou anciens, nous en parlerons plus tard.

Le Parti travaille depuis deux ans dans les conditions créées par la *Nep*. J'ai déjà souligné au 12^e Congrès qu'en parlant de la *Nep*, il faut distinguer : d'une part, la nouvelle politique économique, qui est un chapitre sérieux, très important de l'histoire de notre combat pour la révolution mondiale, et, de l'autre, l'apparition des mercantis et l'élément de spéculation que comporte la *Nep*.

Nous avons derrière nous deux années de nouvelle politique économique et aussi deux années de développement des aspects fâcheux de la *Nep*, tels que le développement de la bourgeoisie et la recrudescence de la spéculation.

Comment notre Parti réagit-il ? Nos contradicteurs ont-ils eu raison en prédisant que la *Nep* transformerait notre Parti en un parti petit-bourgeois ? Est-il vrai que les cellules fondamentales de l'organisme de notre Parti soient malades ? Est-ce vrai que nous avons cessé d'être le Parti de la révolution mondiale, pour devenir un parti de petite-bourgeoisie démocratique ? On ne saurait esquiver la réponse à ces questions. Aussi le Parti les pose-t-il clairement.

Il me paraît, camarades, que la meilleure réponse est la suivante : la révolution allemande se développe plus lentement que nous ne le supposions. Le terme supposé de la révolution allemande que nous avons cru, en octobre dernier, très proche, s'est avéré plus éloigné. La révolution allemande retardera de quelques mois. Mais la façon dont notre Parti a réagi vis-à-vis des événements qui se préparaient est d'une importance capitale.

Le Parti a réagi de haut en bas comme un parti révolutionnaire prolétarien, et non comme un parti de la *Nep*.

Les événements l'ont mis à l'épreuve et il a subi l'examen avec succès.

Si les événements attendus s'étaient produits en Allemagne, notre Parti se serait considéré comme le premier de l'Internationale Communiste et aurait été prêt à remplir jusqu'au bout les devoirs d'un parti révolutionnaire du prolétariat.

Indépendamment de la tournure des événements d'Allemagne, l'épreuve subie par notre Parti prouve qu'il est sain, au fond.

Un parti malade aurait tout autrement réagi. Il aurait fait une politique d'autruche. Mais c'est tout le contraire qui est arrivé. On ne saurait nous reprocher que d'avoir considéré les choses d'Allemagne avec un optimisme exagéré qui nous a fait attendre en octobre ou novembre 1923 des événements qui n'arriveront peut-être qu'en mai 1924... On peut nous faire le reproche d'avoir exagéré la rapidité probable des événements d'Allemagne, mais non pas celui d'avoir succombé à la *Nep* et tenté de reculer devant la perspective de la révolution mondiale.

Nos effectifs et ce qu'ils nous apprennent

Ce qui ne signifie en aucune façon que notre Parti soit exempt de faiblesses. Nous avons assez de côtés faibles. Par rapport à la *Nep*, nous pouvons observer, à mon avis, deux conceptions erronées de l'essence même du Parti.

Certains de nos camarades, complètement absorbés par des besognes administratives ou économiques, considèrent le Parti comme une institution auxiliaire destinée à leur faciliter le travail. Du côté opposé, nous trouvons des camarades qui se figurent le Parti comme une sorte de club de discussion, voire de Parlement où s'échangent librement des opinions.

Ces deux opinions sont fausses. Elles sont deux extrêmes dont il faut nous débarrasser. Il faut que nous concevions le rôle du Parti en vrais bolcheviks, que nous le considérions comme un organisme politique, attaché par d'innombrables liens aux masses et qui se donne la tâche gigantesque de gouverner l'Etat.

Quelle est actuellement la composition qualitative de notre Parti ? Nous avons des statistiques précises jusqu'au 1^{er} septembre. Les statistiques dans ce domaine ne sont pas toujours très sûres, il est vrai. Mais les données sur lesquelles nous nous basons ont été rassemblées par des collaborateurs du C.C. avec une attention toute spéciale. Je crois qu'elles ne sont pas loin de la vérité.

Les chiffres que nous avons là sont quelque peu surprenants. Nous supposions tous que le Parti comptait environ un demi-million ou même 600.000 adhérents. Or, il apparaît maintenant que nous avons, comptés au 1^{er} septembre 1923 dans toute l'Union soviétique, 351.000 communistes (les soldats rouges communistes compris) et 93.000 stagiaires. Il faut y ajouter encore les Jeunesses Communistes. Mais je me tiendrai seulement à ces chiffres.

De ce nombre, 54.000 camarades (les stagiaires non compris) travaillent dans les usines. Ce n'est pas beaucoup. Mais on doit comprendre que nous nous sommes trouvés dans la nécessité inéluctable de prendre aux usines et aux ateliers les communistes les plus mûrs et les plus expérimentés pour leur confier la direction de l'Etat. Si nous n'avions pas agi de cette façon, nous n'aurions pas été capables d'organiser l'armée rouge, les institutions économiques et l'administration des Soviets. Un Parti qui est au gouvernement doit concentrer une partie considérable de ses cadres dans les institutions de l'Etat. Malgré cela, il me paraît qu'en prenant les mesures nécessaires, nous avons des chances d'augmenter le nombre de nos adhérents parmi les ouvriers d'usines. Voilà ce que je considère précisément comme un de nos devoirs les plus importants.

Les résolutions de 1921 et celles que nous allons prendre

Nous discutons actuellement les moyens de rendre plus intense le travail du Parti et plus vivante la démocratie dans le Parti. Les militants font ressortir avec raison que cette question a déjà été posée au 10^e Congrès et que les décisions de ce Congrès n'ont été que partiellement exécutées.

Pourquoi devons-nous reposer la question ? La majorité prépondérante du Parti connaît bien son C.C. et sait que le C.C. a l'habitude de mettre à l'ordre du jour les questions intéressant le Parti quand celles-ci sont mûres pour être débattues. Elle sait également que les résolutions que leur proposera le C.C. doivent être considérées comme sérieuses et conçues sans arrière-pensée.

Nous avons posé ces questions en 1921 et rédigé alors une résolution assez bonne sur la démocratie au sein du Parti. Le fait que les décisions du Congrès de 1921 n'ont pu être mises en pratique est principalement dû à des causes objectives.

Rappelez-vous ce qui intéressait alors les travailleurs de Pétersbourg ? La situation était extrêmement difficile. Le plus grand souci des ouvriers était de se procurer un morceau de pain. Vous vous rappelez sûrement quel était à cette époque l'état d'âme des ouvriers dans les autres grands centres prolétariens.

En adoptant la nouvelle politique économique, nous nous sommes tracé de nouveaux devoirs. Mais il était impossible d'appliquer les mesures décidées à l'époque où la classe ouvrière se désorganisait et montrait des symptômes de décomposition, à une époque où la question des pommes de terre quotidiennes pesait d'un poids de plomb sur chaque ouvrier. Nous posons maintenant la question dans des conditions beaucoup plus favorables. Le processus de décomposition du prolétariat est arrêté.

Le prolétariat, qui dans les années de révolution s'est divisé en couches différentes et a subi un processus de décomposition, commence déjà à former de nouveau une masse compacte. Voilà le fait de toute première importance qui explique le changement de la situation.

Les ouvriers qui s'étaient dispersés dans les campagnes retournent maintenant à l'usine, plus riches en expériences politiques. Ils ont assisté avec nous aux premiers succès obtenus sur le front économique. Ces succès, camarades — il ne faut pas se faire d'illusions — ne sont pas encore

très considérables, mais ils nous sont chers, précisément parce qu'ils sont les premiers.

Les effets heureux de nos premiers succès économiques ont également des répercussions sur les larges masses conscientes des ouvriers sans-parti. L'idée de la production domine tout et crée une atmosphère saine que nous n'avions pas auparavant et sans quoi tout ce qu'on disait du développement du Parti n'était que des paroles vides démenties par la réalité. Quoi qu'il en soit, les salaires ont augmenté, le rendement du travail s'est accru et la discipline dans les usines s'est affermie. La situation où nous nous trouvons actuellement, et qui rappelle déjà par beaucoup de traits les conditions de vie normales, se distingue fortement de la situation en 1921. Les changements qui se sont produits depuis nous donnent des garanties que les résolutions que nous allons adopter seront mieux exécutées que celles de 1921.

Entre temps, notre Parti s'est épuré, il a relevé son niveau d'éducation, il est devenu plus prolétarien dans sa composition. Cela nous donne l'espoir que cette fois nous réussirons à résoudre plus facilement les questions restées en suspens. Il y avait également en 1921 des causes subjectives qui relevaient de nous-mêmes et de nos organisations : la façon mécanique d'agir de nos organisations. Nous étions lents à nous mettre en mouvement. Nous cherchions à pas hésitants la voie qui conduisait du communisme de guerre à la nouvelle étape de notre politique. Enfin, les lacunes de notre éducation dans le domaine de la culture générale constituaient une cause importante d'inertie. Sans un minimum d'éducation politique et de culture générale, les meilleures résolutions restent lettre morte.

Une des questions à propos desquelles cette vérité doit être spécialement soulignée, c'est celle de la démocratie ouvrière.

J'ai déjà dit à la réunion des fonctionnaires du Parti que le bolchevisme n'a pas toujours pensé sur la démocratie ouvrière ce que nous en pensons actuellement. Il fut une période où le bolchevisme, tenant compte de la situation objective de notre pays, se prononçait contre l'extension du principe d'élection dans le Parti. Ce fut avant la révolution de 1905.

Nous nous sommes séparés des mencheviks en partie à cause de nos différences d'opinion sur cette question. Les mencheviks voulaient appliquer leur plateforme démagogique de « démocratie » et d'« électoralisme » dans des conditions où il ne pouvait être question de choses pareilles. Je vous rappelle un article du camarade Lénine, qu'il avait intitulé : *Les chants de rossignol ne nourrissent personne*. Il s'agissait d'un événement qui s'était produit en janvier 1905 au cours de la lutte entre mencheviks et bolcheviks. Les mencheviks avaient accusé les bolcheviks et surtout Lénine d'être contre la démocratie dans le Parti, de ne pas vouloir admettre les ouvriers à la direction du Parti, d'être des jacobins, des conspirateurs, des centralistes exagérés, etc. A cette époque, un menchevik ouvrier publia une brochure sur *Les devoirs du Parti*, signé *Un Ouvrier*. Paul Axelrod, un des plus vieux leaders du menchevisme, préfaça ces quelques pages qui acquirent de ce fait une grosse importance. L'ouvrier menchevik y disait que les mencheviks promettaient de grandes choses quant à la démocratie dans le Parti, mais ne s'en souciaient pas dans la pratique, leur parti étant dirigé par des intellectuels. Lénine lui répondit dans l'article cité,

écrivain entre autres : « Même votre *Ouvrier* menchevik convient que votre manière de parler n'a pour lui rien qui vaille et que si vous êtes partisans de la démocratie, vous devez appliquer vos principes d'électoratisme, de compte rendu régulier de mandats, etc. Mais les élections au Parti sont juste en ce moment impossible ». Lénine terminait cet article, écrit au nom des bolcheviks, par ces lignes :

« L'*Iskra* (l'*Étincelle*, journal édité alors par les bolcheviks) est d'avis que les principes de la démocratie, en d'autres termes, l'application du principe électoral aux organisations illégales du Parti russe, est incompatible avec l'ordre policier de l'absolutisme. »

C'était à cette époque l'idée fondamentale du bolchevisme. Pendant que régnait l'absolutisme tsariste, il fut impossible d'appliquer les principes d'élection.

Il fallait, comme le camarade Lénine l'a fait ressortir, que les organisations du Parti travaillassent illégalement et sous une direction centralisée. Autrement, comme l'a encore dit Lénine, la police seule eût profité des élections. Les ouvriers révolutionnaires capables de diriger le Parti, nous les nommerions nous-mêmes, sans tapage inutile ! Exiger une démocratisation du Parti en régime absolutiste-policier, quand nous avons besoin d'un maximum d'illégalité et de centralisme n'était que démagogie dangereuse pour la révolution.

Or, ce n'était pas chose facile que de défendre ce point de vue officiel du bolchevisme. Les mencheviks purent se couvrir de lauriers obtenus à bon marché et les « démocrates » de nos jours, qui vantent les bienfaits de la démocratie sans tenir compte de la situation générale, peuvent en faire autant.

Un peu d'histoire de la « démocratie bolchevique »

Si nous posons la question de la démocratie dans le Parti, nous la devons poser sous une forme concrète et adaptée à la situation actuelle. Nous ne parlons pas de démocratie dans le sens général du mot, mais d'une démocratie intérieure, seule possible à l'époque actuelle de la dictature du prolétariat.

En janvier 1905, le bolchevisme affirmait que l'application dans le Parti du principe électoral en un sens très large du mot était impossible. Mais qu'est-ce qu'une démocratie qui exclut le principe électoral ? Une démocratie largement conçue était donc impossible dans le Parti. La loi suprême pour nous est de servir la révolution, et non la lettre morte, le dogme. L'intérêt de la révolution exige que nos organisations travaillent illégalement et soient rigoureusement centralisées. Une fois la situation changée, nous poserons, nous aussi, la question de la démocratie ouvrière dans le Parti !

Nous la posâmes, en effet, après la chute du tsarisme, mais de tout autre façon.

Toute la période qui va de 1905 à 1907 a offert le spectacle varié d'efforts légaux et illégaux combinés. Des commencements de démocratie étaient mêlés aux tendances à la centralisation rigoureuse du travail illégal.

Vinrent ensuite les années de contre-révolution. Le Parti a dû mener une existence purement illégale. L'élément de légalité diminua et disparut même presque complètement. La méthode illégale

et le centralisme l'emportèrent sur la démocratie. Il en fut ainsi jusqu'à l'apparition de la *Zvezda* (l'*Étoile*) et de la *Pravda* en 1911. Dans cette période de travail illégal, on n'a jamais entendu parler de démocratie dans le Parti. Les instances du Parti ont été nommées d'en haut. On a simplement élu deux ou trois camarades auxquels on a conféré le droit de nommer les autres fonctionnaires du Parti par voie de cooptation.

La guerre vint. Les organisations du Parti déperirent. L'élément d'illégalité s'accrut de nouveau.

Après la chute du tsarisme nous nous mîmes à reconstruire le Parti. Mais ce fut la guerre civile. Elle exigea de nous le maximum d'efforts, nous obligeant aussi à mettre de certaines limites à la démocratie.

« L'intérêt de la révolution — avait dit Piékhanov au 2^e Congrès du Parti, lorsqu'il était encore bolchevik — est la loi suprême. Nous tenons compte des principes du Parti tant qu'ils servent la révolution prolétarienne. »

Nos points faibles

Nos organisations actuelles ont-elles des défauts et lesquels ? C'est d'abord le trop grand nombre de circulaires administratives que nous rencontrons même dans cette magnifique organisation, aimée de tous, qui est la Fédération des Jeunes communistes. Des circulaires ne sauraient remplacer l'activité vivante du Parti. Presque tous les secrétaires de noyaux sont nommés par le comité directeur des fédérations départementales. Nous connaissons pas mal de fédérations où l'on use de cette pratique. Il fut une période où les secrétaires de noyaux durent en effet être nommés d'en haut. Maintenant, cela doit changer. Il faut que les noyaux puissent choisir eux-mêmes les hommes auxquels ils confient les tâches d'organisation. Il le faut, même au risque qu'ils se trompent parfois, car on pourra toujours remplacer les secrétaires incapables.

Des réformes s'imposent même dans notre fédération de Petersbourg. Pour ne citer qu'un exemple, nous n'avons pas parmi nous un assez grand nombre d'ouvriers travaillant à l'atelier ou à l'usine. Leur nombre est de 8.000, y compris les stagiaires. Les ouvriers travaillant dans les usines et les soldats rouges actifs ne sont représentés au Soviet de Petersbourg qu'en des proportions très insuffisantes. (Des 900 membres du Soviet, 167 seulement travaillent en usine.)

Le nombre des ouvriers métallurgistes de Petrograd a augmenté de 30.000. Ce fait nouveau s'est-il exprimé de quelque façon dans la composition des organisations de notre Parti ? Non. C'est pourtant un événement de toute première importance. 30.000 nouveaux ouvriers métallurgistes, dont un grand nombre d'anciens ouvriers retournés à l'usine ! Il faudrait que nos organisations en reçoivent une nouvelle impulsion à leur activité. Il n'en est rien, c'est grave et il faut porter remède à ce mal.

Restrictions qui s'imposent

La démocratie ouvrière peut et doit maintenant être réalisée. Il s'agit seulement de savoir bien comment.

Sous ce rapport, il faut examiner quelles restrictions nous devons lui imposer. Une série de restrictions résultant de la pratique elle-même, d'autres restrictions ont été décidées par les instances

centrales. Nous avons procédé à l'épuration de notre Parti. C'est-à-dire que la partie la plus prolétarienne de nos organisations a trouvé, dans l'intérêt de la révolution, nécessaire d'épurer le Parti des éléments les moins dignes de confiance. L'épuration du Parti n'a rien de commun avec les principes absolus de démocratie ouvrière « élargi » dans le véritable sens du mot. Que devient la démocratie, si nous désignons d'en haut quelques hommes pour leur dire : Epurez, épurez autant qu'il le faut ! Ils ont épuré radicalement, disons-le. Plus de 100.000 adhérents ont été exclus. Et d'aucuns prétendent que l'épuration n'a pas encore été assez radicale ; en général, l'opération a été bien conduite.

Nous avons décidé — je crois que c'était au 10^e Congrès — que seuls ont droit de vote lors des élections au Congrès les communistes ayant déjà un stage d'au moins deux ans.

On pourrait dire que le C.C. choisit lui-même les délégués, réduit le droit de vote des affiliés avant le Congrès auquel il doit compte et dont dépend sa réélection. Quel persiflage de la « démocratie » au point de vue d'une démocratie ouvrière abstraite ! Mais nous en avons décidé ainsi dans l'intérêt de la révolution. L'intérêt de la révolution demandait, à notre avis, que seuls les vrais militants du Parti fussent admis aux élections.

La nomination aux postes de secrétaires de fédérations départementales, de district et de présidents des conseils syndicaux départementaux dépend également des stages faits dans le Parti. Ce n'est pas de la pure démocratie non plus. Cette restriction est-elle nécessaire ou non ? Elle est nécessaire, car l'intérêt de la révolution est la loi suprême.

Une troisième restriction réside dans la ratification des élections de secrétaires par l'organisation supérieure. La démocratie pure n'y est pour rien.

Une quatrième restriction concerne l'Armée Rouge. Il fut une époque où nous avions plus de 100.000 camarades du Parti dans l'Armée Rouge. Nous avions besoin dans l'Armée Rouge d'une discipline inspirée de l'esprit de camaraderie, mais nous ne pouvions pas y introduire la démocratie pure, et moins encore le système électoral. Le travail politique se fait dans l'armée par la voie des sections politiques. Nous ne pourrions pas le faire autrement. Pouvons-nous renoncer à cette méthode à l'époque de la dictature ? Non. De deux choses l'une : ou une Armée Rouge ou une démocratie ouvrière élargie. Voilà toute la question. Et tous les bons révolutionnaires diront : au diable les principes sacro-saints de la « démocratie pure », pourvu que nous ayons une forte Armée Rouge au service de la révolution.

Autant de restrictions qui résultent forcément de la nature même de la dictature du prolétariat. Il faut que nous en tenions compte.

Pas de groupement dans un parti au pouvoir

Une autre restriction de la démocratie ouvrière consiste dans l'interdiction de former des groupes et fractions dans le Parti. On entend souvent revendiquer parmi nous la *liberté de discussion*. Il faut traduire : la liberté de former des fractions !

La liberté de former des fractions ou des groupes, qu'a-t-elle à voir avec les principes de la démocratie ouvrière ? La démocratie ouvrière, dira-t-on, implique la liberté de former des groupe-

ments au sein du Parti : car si nous sommes vraiment « tous égaux », et si nous jouissons d'une démocratie complète, nous avons, bien entendu, le droit de grouper autour de nous les personnes qui partagent nos idées.

Nous avons cette liberté des fractions dans la 2^e Internationale. Dans chaque parti social-démocrate existaient deux ou trois groupes. Lénine et Rosa Luxembourg se trouvaient à la tête de la gauche de la 2^e Internationale. Telle fut la situation dans le mouvement ouvrier international pendant vingt-cinq ans. Dans la période de développement organique de la 2^e Internationale, cet état de choses était presque régulier.

Mais lorsque l'Internationale Communiste s'est mise à s'organiser, elle a dit avant tout ne pas vouloir être un « Parlement débattant des opinions » : l'Internationale ne doit plus être une boîte aux lettres, mais un organe dirigeant, un parti communiste mondial, unique, appelé à combattre victorieusement la bourgeoisie. Pour avoir ce parti ouvrier unique, il faut renoncer à la liberté des fractions. Dans la 2^e Internationale, nous avons vu au Congrès de Stuttgart, d'un côté Rosa Luxembourg et Lénine, de l'autre Bernstein, Jaurès et d'autres.

Cet état de choses est tout à fait inadmissible dans la III^e Internationale, car l'époque actuelle se distingue foncièrement des époques antérieures. De temps à autre éclatent ça et là des luttes de fractions dans l'Internationale Communiste ; ce sont des cas exceptionnels. Nous préférons parfois amputer une section de l'I. C., comme il est arrivé en Norvège, pour conserver l'homogénéité du Parti. Nous n'agissons pas de la sorte par amour du centralisme, mais parce que la situation historique actuelle exige que le Parti politique du prolétariat soit forgé tout d'une pièce. Autrement, il ne saurait vaincre et serait voué à une mort certaine.

Ce qui est vrai dans une mesure internationale est aussi vrai pour le Parti russe. En Russie, cette vérité nous apparaît même plus claire. Pouvons-nous admettre la liberté des fractions et des groupes dans le Parti ? Non ! Je l'ai dit dans mes thèses : la liberté des fractions au sein d'un parti qui gouverne l'Etat signifie la liberté d'y former des embryons de gouvernements rivaux.

Ce n'est pas une exagération. Notre parti est l'âme du gouvernement. Nous n'avons pas besoin d'aller bien loin pour en chercher des preuves. Il y a des années, nous appartenions au même Parti que les mencheviks. Mencheviks et bolcheviks formaient deux fractions. Et maintenant ? Bolchevisme et menchevisme incarnent deux classes, deux mondes différents. Si nous admettions aujourd'hui l'existence de groupes et fractions dans le Parti, avant la faculté d'agir comme bon leur semble, nous aurions, ni plus ni moins, un gouvernement rival en germe.

La politique du 10^e congrès fut celle de Lénine

Le Parti ne peut le tolérer. La division du pouvoir, même dans la plus faible mesure, signifie la fin de la dictature prolétarienne. Si nous avons tenu tête à toutes les tempêtes, à toutes les difficultés, c'est parce que le Parti était homogène.

Rappelons-nous la discussion du 10^e Congrès du Parti, rappelons-nous les articles de Lénine écrits à cette époque. Lénine y disait que le Parti était malade, qu'il — ce sont ses propres termes —

« avait la fièvre », et que si les ouvriers ne prenaient pas des mesures appropriées pour trouver des remèdes à son mal, les conséquences en seraient désastreuses. Nous nous étions permis un trop grand luxe, en ouvrant une discussion dans toute la Russie. Cette discussion prenait, en effet, de trop grandes proportions. Nous nous combattons les uns les autres avec passion, et vous savez que si nous nous battons, ce n'est pas pour rire...

Mais nous devons tirer les enseignements nécessaires de ces discussions. Admettez la liberté des fractions, et vous aurez un gouvernement divisé qui signifie la fin de la dictature du prolétariat.

On dit souvent que tout le malheur du Parti vient du 10^e Congrès. Comment ? Le 10^e Congrès a reconnu la liberté de discussion au sein du Parti. Oui, mais le même congrès a adopté la motion du camarade Lénine, interdisant les fractions et les groupes dans le Parti. Voilà ce qui ne plaît pas à quelques-uns de nos camarades.

La politique du 10^e Congrès est celle de Lénine. Aussi faut-il se dire que nous nous trouvons en présence d'une offensive dirigée contre les principes mêmes de la politique bolcheviste, contre les principes fondamentaux du léninisme, contre les décisions du 10^e Congrès qui peuvent être considérées comme le bilan des expériences du bolchevisme. Aussi faut-il distinguer avec le plus grand soin entre la liberté de discussion — que la situation nous permet — et la liberté des fractions et des groupes. Ce qui ne signifie pas que nous devons taxer toute critique de fractionnisme. Nullement. En agissant de la sorte, nous favoriserions nous-mêmes la formation de fractions. La critique est nécessaire, inévitable et utile. Ceux qui invoquent, au moindre mot de critique, la discipline du Parti, sont ridicules et s'ils occupent des postes responsables, il faut les en écarter sans hésitation. Mais les fractions sont inadmissibles.

L'éducation insuffisante

J'aborde une question qui a provoqué certaines polémiques entre nous : l'éducation des sans-parti et des militants responsables du Parti. Avant de m'en occuper, je voudrais répondre au camarade Sarkis qui a écrit deux articles, l'un excellent à mon avis, l'autre faux dans ses conclusions.

Sarkis, que nous connaissons et estimons comme un de nos meilleurs militants responsables et qui travaille dans un des centres prolétariens les plus importants, a faussé la question.

Il prétend, en général, que les organisations du Parti n'ont besoin d'aucune réforme. C'est évidemment faux, car nous avons besoin de réformes. Nous sommes très arriérés pour ce qui est la démocratie ouvrière. Les conditions générales ayant changé, nous pouvons appliquer le principe d'élection dans les organisations et les noyaux d'usines. Les élections aux Comités des grandes organisations locales et de districts doivent se faire d'une manière qui les rendra plus publiques. Nous avons besoin de réformes même dans l'organisation de Pétersbourg.

Le bureaucratisme s'est introduit dans le Parti et ce serait vraiment un miracle s'il en était autrement dans les conditions créées par la Nep.

En ce qui concerne l'éducation et la culture générale, je suis d'accord avec Sarkis. J'ai dit que nos organisations de province sont, au point de vue politique, beaucoup plus instruites que les

masses de sans-parti — du fait qu'elles appartiennent au Parti agissant d'après un programme arrêté qui a une tactique, une tradition, une histoire. Mais j'ai dit aussi que nous observons quelquefois que, quant à la culture générale, aux bonnes méthodes, à l'activité économique, une partie de nos fonctionnaires sont, dans une certaine mesure, inférieurs à nombre de sans-parti.

Parlons-en franchement, camarades. Sarkis vous a donné des chiffres convaincants des rayons Moscou-Narva, de Pétersbourg. Je vous apporte d'autres chiffres. Ceux, par exemple, des écoles de Moscou. Des 32.004 élèves, 13 % sont adhérents du P.C.R. et 15,7 % des Jeunesses Communistes ; en tout, 28,7 % des élèves sont communistes et 71,43 % sans-parti. A Pétersbourg, 25 % des élèves des écoles supérieures sont communistes et 74 % sans-parti.

Comment rehausser le niveau intellectuel de nos adhérents ? En leur faisant lire de bons livres ? Non. On ne peut acquérir la culture nécessaire que par la participation spontanée et active à la vie publique, à l'administration de l'Etat, à la vie syndicale, à la vie du Parti.

Pour rehausser le niveau intellectuel de nos affiliés, nous avons aussi besoin de livres, de cours, d'écoles du parti, d'universités ouvrières, de heures d'études, de journaux, etc. Mais ce n'est là qu'une moitié de notre travail en fait de culture générale ; l'autre moitié, c'est la participation active à la vie publique.

Pourquoi sommes-nous en arrière dans le domaine de la culture générale ? Pour des raisons très simples. Le Parti a pris aux noyaux d'usines des dizaines de milliers de communistes, les plus expérimentés, et les a mis à la disposition de l'Etat. D'après les statistiques des élections au Soviet de Pétersbourg, sur plus de 800 députés, 711 étaient, jusqu'en 1914, des ouvriers qui participent maintenant aux travaux d'organisation et d'administration. Ce sont donc des ouvriers qui avaient quitté les noyaux du Parti pour occuper des emplois dirigeants dans l'administration de l'Etat, puisque la dictature prolétarienne l'exigeait. N'est-il pas naturel que si nous faisons sortir de nos groupes des dizaines de milliers d'ouvriers, les meilleurs, ces groupes ne sont plus à la hauteur ? C'est notre malheur, ce n'est pas de notre faute.

Un autre fait important qu'on souligne avec raison, c'est que l'ouvrier sans-parti a plus de temps que nos camarades du Parti qui sont surchargés de travail et dont la situation matérielle est quelquefois pire (plus de sacrifices matériels pour le Parti et les syndicats, plus de cotisations, etc.). Un communiste, souvent, ne peut se permettre ce que les sans-parti se permettent : il a aussi moins de temps que ces derniers. C'est pourquoi il arrive de ci, de là, pas partout, que nous restions en arrière. Cet état de choses, il faut le reconnaître.

Nous en dégageons deux conclusions :

1^o Les ouvriers sans-parti qui ont fréquenté nos écoles et, maintenant, dans la septième année de la révolution, commencent à se rapprocher politiquement de nous, doivent être admis au Parti ;

2^o Il faut aider de toutes nos forces les organisations du Parti à rattraper le temps perdu, en faisant tout leur possible pour élever le niveau intellectuel de nos camarades actifs.

Nous avons déjà des succès à enregistrer. Aux universités ouvrières et communistes, dans les écoles du Parti, un grand nombre de communistes reçoivent une solide instruction. Cela ne suffit

pas, ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Au fur et à mesure que nous mettrons de l'ordre dans notre Parti, nous renforcerons le travail d'éducation.

Nos « spécialistes industriels »

J'ai encore à vous entretenir de deux questions, qui concernent, l'une les spécialistes de la production, et l'autre, la composition de notre Parti au point de vue de l'ancienneté du stage.

On a répandu la légende dans le Parti que j'aurais déclaré à je ne sais quelle réunion de fonctionnaires actifs que les spécialistes de la production étaient des camarades de deuxième catégorie. Il y a peu de temps, un vieux camarade, l'ancien secrétaire de notre organisation de Pétrograd, Smirnov, est venu me demander si vraiment j'avais tenu ce propos !

Quelle est notre position vis-à-vis des « spécialistes de l'industrie » ? Chacun sait que personne dans le Parti ne peut se choisir à son gré tel ou tel travail, que c'est le Parti qui désigne à chacun son champ d'activité. Aussi est-il ridicule de chercher noise aux camarades placés à la tête des exploitations de l'Etat, ce ne sont pas eux qui ont demandé les postes auxquels ils ont été placés. Quel communiste qui se respecte accepterait de travailler dans le domaine économique s'il ne savait pas qu'il a tout le parti, le parti de l'estime duquel il ne doute point, derrière lui ? Nombre de vieux révolutionnaires, militants qui ont rendu au communisme de grands services, travaillent actuellement dans les institutions économiques. Nous n'avons pas encore su constituer entièrement les cadres d'administrateurs dont nous avons besoin, mais nous le faisons peu à peu. Nos camarades spécialisés ne peuvent accomplir leur devoir que s'ils peuvent compter sur tout le parti.

Il y a aussi, camarades, un excès contraire. On observe chez une minorité de spécialistes de la production un certain mécontentement du contrôle, jugé par eux excessif, du Parti. Pourquoi tant de contrôle ? s'exclament-ils. C'est d'abord le comité directeur de l'organisation provinciale, puis sa section d'organisation, ensuite le comité directeur du district et sa section d'organisation, enfin le représentant du noyau, etc. ; — non, décidément, l'homme le plus fort s'effondrerait sous le poids de tant de contrôle.

Reconnaissons-le, ces camarades sont quelquefois tracassés par un contrôle mesquin. C'est inadmissible.

Les communistes dans la « Nep »

Ce que nous leur disons, ce que chacun d'eux reconnaîtra lui-même, c'est que leur travail dans les conditions créées par la Nep les expose à de grands dangers. Preobrajensky a raison quand il le constate. Dans un discours tenu à Moscou, il a dit que nos administrateurs de la production, travaillant sous le régime de la Nep, sont obligés de fraterniser avec l'ennemi de l'autre côté de la tranchée. C'est très bien dit. Qui est obligé de travailler avec la bourgeoisie, l'est aussi, sinon de fraterniser, du moins d'entretenir des rapports courants avec elle. Cela comporte des dangers. Risques professionnels. Et il n'y a qu'un moyen de faire face à ces dangers : c'est le contrôle par le Parti, l'esprit de camaraderie et la discipline.

J'ai dit au début qu'il faut distinguer la nouvelle politique économique de la Nep des spé-

lateurs. Lorsque Lénine disait : « Apprenez à commercer », quelques-uns de nos camarades ont cru que la Nep était une émanation directe de l'enfer.

Ils croient que la Nep ne permet pas qu'on soit véritablement communiste et que, par conséquent, les devoirs que nous impose la révolution ne peuvent être accomplis dans la période de Nep que superficiellement. Mais une fois cette étape traversée, nous entrerons dans une nouvelle étape de développement de l'Etat soviétique et nous redeviendrons de vrais communistes. C'est une opinion erronée qui ne correspond pas du tout à la pensée de Lénine. Lénine voulait dire : Ne vous laissez pas tromper par la bourgeoisie. Vous devez faire des affaires avec la bourgeoisie, mais au profit de l'Etat ouvrier. La Nep est tout un chapitre dans l'histoire de la révolution ouvrière. Ce n'est pas une étape que nous devons traverser à pas hâtifs, les yeux fermés, quitte à redevenir après de vrais communistes. Non, donnez-vous la peine d'être des communistes, précisément à l'époque de la Nep !

Le Parti ne peut pas être divisé en spécialistes de la production, fonctionnaires syndicaux, fonctionnaires du Parti, etc. Certes, ses sections doivent accomplir leur tâche selon une certaine division du travail. Mais il faut éviter à tout prix que cette division du travail, trop mécanisée, ne transforme nos camarades en des rouages insignifiants du Parti. Il faut que chacun accomplisse son travail, au sein d'une communauté fraternelle, où chacun trouve sa place et son devoir.

Vingt-cinq ans d'histoire,

Trois générations révolutionnaires

Parlons maintenant de la composition de notre Parti au point de vue du stage. C'est également un des problèmes les plus importants et les plus intéressants. L'histoire du Parti remonte à 25 ans ou, si nous la comptons depuis le 2^e Congrès, c'est-à-dire depuis la scission entre bolcheviks et mencheviks, à 20 ans. 90 % de nos adhérents sont pourtant venus à nous depuis 1920. D'autres partis qui se sont formés dans une atmosphère pacifique et démocratique, se sont développés plus lentement. Les larges masses ne sont venues au parti qu'après la chute du tsarisme et de Kérénski, de sorte que notre Parti, avec ses vingt ans d'histoire, a des cadres très jeunes. Il compte un groupe de camarades aux noms desquels s'attache le travail de ces vingt ans, qui incarnent la tradition historique, puis un autre groupe qui représente la tradition de la guerre civile et qui remonte à 5 ou 6 ans et, finalement, la grande masse des adhérents qui représentent des traditions encore plus jeunes. Cette composition du Parti a créé une situation caractéristique et spéciale, dont il faut tenir compte.

Notre groupe initial, qui représente toute l'histoire de notre parti, dont il constitue l'élément de cohésion, a les plus grands mérites à son actif, mais il est trop peu nombreux, il disparaît avec le temps, est souvent dépassé par la vie, ne se trouve plus toujours à la hauteur de nos tâches. D'autre part, un groupe de plus jeunes militants veut conquérir sa place dans le parti. Ces camarades sont impatients de prendre une part plus active à la solution des grandes questions et au travail responsable. Ils y ont parfois vraiment droit, mais d'autres fois leurs connaissances ne les y autorisent point. Un des problèmes fonda-

mentaux du parti consiste à trouver le moyen de fondre le groupe des anciens camarades qui représentent notre histoire de 25 ans avec la nouvelle génération que le parti a formée pendant la guerre civile. Il faut absolument que nous trouvions le moyen de conserver l'énorme capital politique que constituent pour le parti les expériences d'un quart de siècle rassemblées par la vieille garde bolchevique et, d'autre part, de concilier le rôle de cette vieille garde avec le désir naturel de la nouvelle génération de prendre une part plus « active » à la vie du parti. Il faut absolument que les vieux partagent leur expérience politique avec la nouvelle génération et ne leur ferment pas l'accès des postes responsables du parti.

Bilan

Dressons maintenant le bilan de la situation actuelle. Dans la classe ouvrière, nous avons gagné du terrain. La confiance des ouvriers en le parti s'accroît et si nous ne commettons pas de fautes économiques, nous sommes sûrs de l'acquiescer entièrement. Le mouvement de mécontentement de l'été dernier n'a été qu'un épisode. Nous avons tiré les enseignements qu'il comportait en réorganisant les institutions et les formations du parti, qui ne s'étaient pas montrées, à cette époque, à la hauteur des circonstances.

Notre position parmi les paysans s'est améliorée.

En ce qui concerne les autres couches de la population, nous constatons un nouveau fait. C'est l'accroissement de sympathies pour les idées soviétistes parmi les intellectuels de toutes catégories et dans presque toute la jeunesse des écoles. Voilà un signe nouveau qui caractérise la situation actuelle ; c'est le contraire de ce qui se passait il y a deux ou trois ans. Il faut que nous sachions mettre à profit ce changement, qui a deux aspects, l'un positif, l'autre négatif. Le côté positif, c'est que les intellectuels vont nous aider à réorganiser nos écoles. Les savants nous aideront à développer nos universités et à accomplir les devoirs dont parle le camarade Trotsky dans sa lettre aux savants : « La chimie et l'aviation décident de l'issue des guerres. »

Le côté négatif, c'est que nous serons entourés d'une atmosphère petite-bourgeoise, émanée de quelques-uns de ces milieux sociaux. Ils chercheront à s'infiltrer dans notre parti et à affermir son influence sur lui. Nous vous disons : les intellectuels, les étudiants, les savants, les professeurs et les instituteurs manifestent pour nous des sympathies ; cela prouve notre force, sachons accueillir et utiliser ces sympathies, mais ne perdons pas des yeux ce qu'elles peuvent avoir de négatif.

Je suis d'avis que nous ne pouvons pas admettre que la discussion actuelle revête le caractère aigu de celle qui précéda le 10^e Congrès, lorsque Lénine écrivit que le Parti « avait la fièvre ». Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de discussions de cette allure-là. Nous adopterons des résolutions mûrement réfléchies en vue de rendre plus actif le Parti, d'y réaliser la démocratie que nous voulons. Ces résolutions, nous les prendrons à l'unanimité. Tout ce qu'on peut et

doit faire, nous le déciderons et exécuterons immédiatement.

La situation internationale peut nous apporter des surprises. Ne l'oublions pas. Et puis, nous avons des raisons qui se rapportent à la vie intérieure du Parti. Si avant le 10^e Congrès nous avons poussé très loin notre discussion, c'est que nous avions alors à notre tête un homme dont l'opinion était décisive et respectée par l'unanimité du Parti, Lénine. Il est encore malade. Notre responsabilité n'est que plus grande. Le C.C. de notre Parti, composé d'un groupe de disciples de Lénine, doit prendre des décisions extrêmement graves. Le C.C. ne peut travailler, tenir le gouvernail, remédier aux maux constatés, manœuvrer sur le front international que s'il est sûr de la confiance illimitée des masses de notre Parti. Nous pouvons et devons mettre en pratique le principe de l'élection. Nous devons procéder à une série de réformes dans le domaine du travail syndical et économique. Notre C.C. doit rester l'état-major de dictature prolétarienne. Tout ceci mûrement pesé, décidons avec ce maximum de fermeté et cette unanimité qui nous caractérisent.

G. ZINOVIEV.

Pour se documenter

L'Unité ! L'Autonomie syndicale ! L'emprise du Parti communiste sur les Syndicats ! La Pureté du Syndicalisme !
Que de mots dont on aime à se gargariser sans toujours bien savoir ce qu'il y a derrière ; que de discours creux sur ces questions dans tous nos Congrès et assemblées...

Pour pouvoir apporter un point de vue sérieux dans la discussion de ces importants problèmes révolutionnaires, les camarades doivent se documenter.

La Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge leur offre une documentation solide, avec les trois dernières brochures qu'elle a éditées :

A. HERCLET. — L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité Syndicale 0 75

ANDRES NIN. — Les Anarchistes et le mouvement syndical 0 50

— Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste 1 50

Les trois brochures ensemble 2 »

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, 96, quai Jemmapes, Paris (10^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

La composition sociale du Parti

Cet article de Trotsky complète les deux précédemment publiés dans le Bulletin ; les trois forment un tout s'ajoutant à la « lettre » également reproduite par nous. La rédaction de la Pravda a répondu à l'ensemble par un article en plusieurs parties intitulé : A bas l'esprit de fraction ; nous le publierons intégralement.

La crise intérieure du Parti, évidemment, ne se limite pas aux rapports des générations. Historiquement, dans un sens plus large, la solution en est déterminée par la composition sociale du Parti et, avant tout, par la proportion des cellules d'usines, des prolétaires industriels qu'il renferme.

Le premier soin de la classe ouvrière après la prise du pouvoir a été la création d'un appareil étatique (y compris l'armée, les organes de direction de l'économie, etc.). Mais la participation des ouvriers aux appareils étatiques, coopératif et autres impliquait un affaiblissement des cellules d'usines et un accroissement excessif, dans le Parti, des administrateurs, d'origine prolétarienne ou non. Là est la contradiction de la situation. On ne pourra en sortir qu'au moyen de progrès économiques considérables, d'une forte impulsion à la vie industrielle et d'un afflux constant d'ouvriers manuels dans le Parti.

Avec quelle rapidité s'effectuera ce processus fondamental, par quels flux et reflux passera-t-il ? Il est difficile maintenant de le prédire. Au stade actuel de notre développement économique, il faut évidemment mettre tout en œuvre pour attirer dans le Parti la plus grande quantité possible d'ouvriers travaillant à l'établi. Mais on ne pourra arriver à modifier sérieusement l'effectif du Parti (de façon, par exemple, que les cellules d'usines en forment les deux tiers) que très lentement et seulement avec des progrès économiques notables. En tous cas, nous devons prévoir une période encore très longue au cours de laquelle les membres les plus expérimentés et les plus actifs du Parti (y compris, naturellement, les communistes d'origine prolétarienne) seront occupés à différents postes de l'appareil étatique, syndical, coopératif et du Parti). Et, par lui-même, ce fait implique un danger, car il est l'une des sources du bureaucratisme.

L'éducation de la jeunesse occupe et occupera nécessairement dans le Parti une place exceptionnelle. Formant dans nos facultés ouvrières, universités, établissements d'enseignement supérieur, le nouveau contingent d'intellectuels, qui compte une forte proportion de communistes, nous détachons par là même les jeunes éléments prolétaires de l'usine, non seulement pendant la durée de leurs études, mais en général pour toute leur vie : la jeunesse ouvrière qui a passé par les écoles supérieures sera vraisemblablement affectée tout entière à l'appareil industriel, étatique ou à celui du Parti. Tel est le second facteur de destruction de l'équilibre interne du Parti au détriment de ses cellules fondamentales, les noyaux d'usines.

La question de l'origine prolétarienne, intellectuelle ou autre des communistes a, évidemment, son importance. Dans la période immédiatement consécutive à la révolution, la question de la pro-

fession exercée avant Octobre paraissait même décisive. En effet, l'affectation des ouvriers à telle ou telle fonction soviétiste semblait alors une mesure provisoire. Actuellement, il s'est effectué sous ce rapport un changement profond. Il n'est pas douteux que les présidents de Comités régionaux ou les commissaires de divisions, quelle que soit leur origine respective, représentent un type social déterminé, indépendamment de l'origine de chacun d'eux. Durant ces six années, il s'est formé, dans le régime soviétiste, des groupements sociaux assez stables.

Ainsi donc, actuellement et pour une période relativement assez longue, une partie considérable du P. C., représentée par les communistes les mieux préparés, est absorbée par les différents appareils de direction et d'administration civile, militaire, économique, etc. ; une autre partie, importante également, fait ses études ; une troisième partie est dispersée dans les campagnes où elle se livre à l'agriculture ; seule, la quatrième catégorie (qui actuellement représente moins d'un sixième de l'effectif) se compose de prolétaires travaillant à l'établi. Il est clair que le développement de l'appareil du Parti et la bureaucratization inhérente à ce développement sont engendrés non pas par les cellules d'usines, groupées par l'intermédiaire de l'appareil, mais par toutes les autres fonctions que le Parti exerce par l'intermédiaire des appareils étatiques d'administration, de gestion économique, de commandement militaire, d'enseignement. En d'autres termes, la source du bureaucratisme réside dans la concentration croissante de l'attention et des forces du Parti sur les institutions et appareils gouvernementaux et dans la lenteur du développement de l'industrie.

Cet état de choses doit nous faire comprendre les dangers de dégénérescence bureaucratique des cadres du Parti. Ce serait du fétichisme que de croire ces derniers, uniquement parce qu'ils ont suivi la meilleure école révolutionnaire du monde, ayant en eux une garantie infaillible contre tout danger de rétrécissement idéologique et de dégénérescence opportuniste. L'histoire se fait par les hommes, mais les hommes ne font pas toujours consciemment l'histoire, y compris la leur. En fin de compte, la question sera résolue par deux grands facteurs d'importance internationale : la marche de la révolution en Europe et la rapidité de notre développement économique. Mais rejeter d'une manière fataliste toute la responsabilité sur ces facteurs objectifs serait une faute, au même titre que de chercher des garanties uniquement dans un radicalisme subjectif hérité du passé. Dans la même situation révolutionnaire et dans les mêmes conditions internationales, le Parti résistera plus ou moins aux tendances désorganisatrices, selon qu'il sera plus ou moins conscient des dangers et les combattra avec plus ou moins de vigueur.

Il est évident que l'hétérogénéité de la composition sociale du Parti, loin d'affaiblir les côtés négatifs de l'ancien cours, les aggrave à l'extrême. Le seul moyen de triompher du corporatisme, de l'esprit de caste des fonctionnaires, est

la réalisation de la démocratie. En entretenant le « calme », le bureaucratisme désunit le Parti et frappe également, quoique différemment, les cellules d'usines, les travailleurs économiques, les militaires et la jeunesse des écoles.

Cette dernière, comme nous l'avons vu, réagit d'une façon particulièrement vigoureuse contre le bureaucratisme. Aussi Lénine proposait-il, pour combattre le bureaucratisme, de faire largement appel aux étudiants. Par sa composition sociale et ses liaisons, la jeunesse des écoles reflète tous les groupes sociaux de notre Parti ainsi que leur état d'esprit. Sa sensibilité et sa fougue la portent à donner immédiatement une forme active à cet état d'esprit. Comme elle *étudie*, elle s'efforce d'expliquer et de généraliser. Ce n'est pas à dire que tous ses actes et états d'esprit reflètent des tendances saines. S'il en était ainsi, cela signifierait — ce qui n'est pas le cas — ou que tout va bien dans le Parti, ou que la jeunesse n'est plus le reflet du Parti.

En principe, il est juste de dire que ce ne sont pas les établissements d'enseignement, mais les cellules d'usines qui sont notre base. Mais en disant que la jeunesse est notre baromètre, nous donnons à ses manifestations politiques une valeur non pas essentielle, mais symptomatique. Le baromètre ne crée pas le temps ; il se borne à l'enregistrer. En politique, le temps se forme dans les profondeurs des classes et dans les domaines où ces dernières entrent en contact les unes avec les autres. Les cellules d'usines créent une liaison directe entre le Parti et la classe, essentielle pour nous, du prolétariat industriel. Les cellules rurales ne créent qu'une liaison beaucoup plus faible entre le Parti et la paysannerie. C'est principalement par les cellules militaires, placées dans des conditions spéciales, que nous nous relions à cette dernière. Quant à la jeunesse des écoles, recrutée dans toutes les couches et stratifications de la société soviétiste, elle reflète dans sa composition bigarrée tous nos défauts et qualités, et ce serait sottise que de ne pas accorder la plus grande attention à son état d'esprit. En outre, une partie considérable de nos nouveaux étudiants sont des communistes ayant un stage révolutionnaire assez important. Et les partisans les plus obstinés de « l'appareil » ont grand tort de faire fi de la jeunesse, qui est notre moyen de vérification de nous-mêmes, notre future relève, et à qui l'avenir appartient.

Mais revenons à la question de l'hétérogénéité des groupes du Parti séparés les uns des autres par leurs fonctions dans l'Etat. Le bureaucratisme du Parti, nous le répétons, n'est pas une survivance de la période antérieure, survivance en voie de disparition ; au contraire, c'est un phénomène essentiellement nouveau, découlant des nouvelles tâches, des nouvelles fonctions, des nouvelles difficultés et des nouvelles fautes du Parti.

Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétiste. Le Parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et, par suite, de son Etat. Toute la question est de réaliser cette direction sans se fondre avec l'appareil bureaucratique de l'Etat afin de ne pas s'exposer à une dégénérescence bureaucratique.

Les communistes se trouvent groupés différemment dans le Parti et dans l'appareil étatique. Dans ce dernier, ils sont disposés hiérarchiquement les uns par rapport aux autres et aux sans-parti. Dans le Parti, ils sont tous égaux, en ce

qui concerne la détermination des tâches et des méthodes fondamentales de travail du Parti. Les communistes travaillent à l'établi, font partie des comités d'usines, administrent les entreprises, les trusts, les syndicats, dirigent le Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, etc. Dans la direction qu'il exerce sur l'économie, le Parti tient et doit tenir compte de l'expérience, des observations, de l'opinion de tous ses membres installés aux différents degrés de l'échelle de l'administration économique. L'avantage essentiel, incomparable de notre Parti, consiste en ce qu'il peut, à chaque instant, regarder l'industrie avec les yeux du tourneur communiste, du spécialiste communiste, du directeur communiste, du commerçant communiste, réunir l'expérience de ces travailleurs qui se complètent les uns les autres, en dégager les résultats et déterminer ainsi sa ligne de direction de l'économie en général et de chaque entreprise en particulier.

Il est clair que cette direction n'est réalisable que sur la base de la démocratie vivante et active à l'intérieur du Parti. Quand, au contraire, les méthodes de « l'appareil » prévalent, la direction par le Parti fait place à l'administration par ses organes exécutifs (comités, bureau, secrétaire, etc.). Ce régime se renforçant, toutes les affaires sont concentrées entre les mains d'un petit groupe, parfois d'un secrétaire seulement, qui nomme, destitue, donne des directives, inflige des sanctions, etc.

Avec une telle réalisation de la direction, la principale supériorité du Parti, son expérience collective multiple, passe à l'arrière-plan. La direction prend un caractère d'organisation pure et dégenère fréquemment en commandement et en taffillonnage. L'appareil du Parti entre de plus en plus dans le détail des tâches de l'appareil soviétiste, vit de ses soucis journaliers, se laisse de plus en plus influencer par lui et, devant les détails, perd de vue les grandes lignes.

Si l'organisation du Parti en tant que collectif est toujours plus riche d'expérience que n'importe quel organe de l'appareil étatique, on ne saurait en dire autant de fonctionnaires pris à part. En effet, ce serait une naïveté de croire que par suite de son titre, un secrétaire réunit en lui toutes les connaissances et toute la compétence nécessaires à la direction de son organisation. En réalité, il se crée un appareil auxiliaire avec des sections bureaucratiques, une information bureaucratique, et cet appareil, qui le rapproche de l'appareil soviétiste, le tient à l'écart de la vie du Parti. Et, croyant mouvoir les autres, il est mu lui-même par son propre appareil.

Toute la pratique bureaucratique journalière de l'Etat soviétiste s'infiltré ainsi dans l'appareil du Parti et y introduit le bureaucratisme. Le Parti, en tant que collectivité, ne sont pas sa direction, car il ne la réalise pas. De là du mécontentement ou de l'incompréhension même dans les cas où la direction s'exerce justement, mais cette direction ne peut se maintenir dans la ligne droite que si elle ne s'émiette pas dans les détails mesquins et revêt un caractère systématique, rationnel et collectif. Ainsi donc, le bureaucratisme non seulement détruit la cohésion intérieure du Parti, mais affaiblit l'action nécessaire de ce dernier sur l'appareil étatique. C'est ce que ne remarquent pas et ne comprennent pas la plupart du temps ceux qui sont les plus ardents à réclamer pour le Parti le rôle de directeur dans l'Etat soviétiste.

L. TROTSKY.

Les problèmes d'organisation politique

Nous publions ici un rapport, rédigé par Daniel Renoult, à la demande de la Commission du Programme comme contribution au travail général pour le Programme complet des communistes français, programme qui fut ébauché en vue du Congrès de Lyon et qui reste à l'ordre du jour du Parti.

La bourgeoisie a pris le pouvoir à la fin du XVIII^e siècle, en persuadant aux plus larges masses du peuple qu'un changement radical dans la forme politique de l'Etat suffirait à faire disparaître les abus, les injustices et à créer un régime nouveau, où chacun jouirait du bien-être et de la liberté.

Le mouvement constitutionnaliste et la revendication républicaine s'inspiraient l'un et l'autre de cette idée directrice. Le renversement de l'absolutisme royal et du bon plaisir féodal, d'une part, l'établissement de la démocratie de l'autre, voilà les deux formules grâce auxquelles la bourgeoisie fit sa révolution en 1789, et qui servirent, durant tout le XIX^e siècle, de mots d'ordre pour les batailles politiques.

A ces batailles, le prolétariat se mêla, y apportant naturellement ses préoccupations propres, et y faisant valoir, de plus en plus claire et vigoureuse, sa nouvelle revendication de classe.

Mais, jusqu'à la guerre mondiale et aux révolutions prolétariennes qu'elle a engendrées, la confusion continua de régner.

A l'heure actuelle, comme les partis bourgeois démocrates avec lesquels ils demeurent alliés, les socialistes réformistes continuent d'attribuer la plus grande importance à la forme politique, à revendiquer des « conquêtes », et des réformes démocratiques, capables disent-ils, d'accroître les moyens d'action des travailleurs, à réclamer la convocation d'Assemblées Constituantes pour modifier dans le sens du contrôle populaire les lois organiques de l'Etat.

**

Les communistes sont prêts naturellement à défendre dans le cadre bourgeois toute modification légale, étendant, par exemple, le droit de suffrage ou assurant la prédominance de l'Assemblée élue directement par l'ensemble du peuple.

Mais ils ne sauraient faire, comme les réformistes et les démocrates bourgeois, un programme prolétarien avec des problèmes d'un caractère aussi désuet et aussi mesquin.

Il est clair que la dictature de la bourgeoisie capitaliste s'exerce aussi facilement dans les nations possédant une Constitution très démocratique que dans celles où les survivances de l'ancien régime sont nombreuses, dans les républiques comme dans les monarchies.

Dans l'Allemagne républicaine, régie par la Constitution très démocratique de Weimar, la dictature blanche, voulue par les magnats industriels, a été très facilement réalisée. On n'a même pas été contraint, suivant la parole célèbre, « de sortir de la légalité pour rentrer dans le droit ». Le vote des pleins pouvoirs par le Reichstag a lé-

galisé le coup d'Etat et a permis aux dictateurs de briser par la force les gouvernements prolétariens, réguliers et légaux, de Saxe et de Thuringe.

Seuls, ceux qui ferment les yeux devant toute l'expérience historique peuvent encore se laisser duper par les fantasmagories démocratiques.

Qu'importe que le droit de vote soit plus ou moins étendu, que votent les femmes et la totalité des travailleurs, si les volontés du suffrage, même réellement universel, ne sont pas respectées ?

Qu'importe qu'on supprime enfin, ici, le Sénat élu au suffrage restreint, là, la Chambre des pairs nommée par le roi, si c'est toujours avec une seule assemblée comme avec deux, le pouvoir occulte, mais irrésistible du capitalisme, qui l'emporte ?

Dans chaque nation et quelle que soit la forme de sa Constitution, c'est la grande bourgeoisie qui détient réellement la puissance. Les partis sont entre ses mains des instruments et des jouets. Elle en change, au besoin. Lorsque le parti conservateur est usé, elle prend le parti libéral ; lorsque le peuple est las du Bloc national, elle fait appel au Bloc des gauches.

A la tête de tous les partis bourgeois, les grandes organisations de l'industrie, du commerce, de la banque, savent se ménager les dévouements et les complicités nécessaires.

Un Cuno ou un Stresemann sont les délégués de l'industrie lourde ou de l'industrie de transformation en Allemagne. En France, l'avocat Poincaré est le salarié, l'employé contraint à l'obéissance du Comité des Forges. Il en est de même dans tous les pays.

Tout homme politique qui voudrait agir avec indépendance et lutter contre la puissance du capitalisme organisé serait brisé comme verre.

Le capitalisme a, en effet, entre ses mains, dans les différents partis, tous les points de force. Il est, d'autre part, à l'aide de la grande presse, le maître absolu de l'opinion publique. Il fait et défait les popularités, élève celui-ci, déshonore celui-là, suscite dans le sens souhaité, les mouvements politiques, fait surgir à sa volonté les conflits et les crises.

**

Cette prépondérance permanente, et qui ne prendra fin qu'avec la domination même de la bourgeoisie, rend donc inefficace toute modification dans l'ordre politique.

Le Parti communiste a le devoir de répandre parmi les masses cette vérité fondamentale pour éviter qu'elles ne se laissent entraîner par de fallacieuses promesses.

La révision de la Constitution a été, depuis la fondation de la III^e République, réclamée à la fois par les monarchistes, les plébiscitaires, les nationalistes, partisans d'un « pouvoir fort », et, d'autre part, par la gauche bourgeoise. Les socialistes réformistes la réclament aussi.

La droite, d'ailleurs fort divisée selon les principes de diverses écoles, veut d'une manière gé-

nérale le rétablissement du pouvoir personnel. Il suffit de signaler les prétentions des hommes du néo-royalisme, qui veulent poursuivre le rétablissement de la monarchie de droit divin, supprimer les assemblées politiques issues de la Révolution française, rétablir les Etats Généraux, restituer dans leur activité passée les anciennes provinces. D'une manière générale, les conservateurs réclament l'accroissement des pouvoirs du « chef de l'Etat », qu'il soit nommé par un plébiscite ou désigné par les Chambres. C'est lui qui doit gouverner, avec le droit de renvoyer les ministres, de dissoudre la Chambre, etc. Les manifestations du président Millerand ont rendu un intérêt politique à ce programme qu'il a fait sien. Une nouvelle victoire du Bloc national le poserait certainement en pleine actualité.

La gauche radicale avait, depuis de longues années, abandonné son programme de révision de la Constitution. Son accession au pouvoir à la fin de l'affaire Dreyfus, sa conquête progressive du Sénat avaient nécessairement modifié ses prétentions.

Mais les socialistes réformistes, alliés des radicaux, reprennent le programme politique de ceux-ci, qui comportait la suppression du Sénat et de la présidence de la République, l'établissement d'un régime gouvernemental nouveau, directement issu de la Chambre élue au suffrage direct.

Dans l'hypothèse où une Assemblée Constituante serait réunie pour remanier l'œuvre des Orléanistes de 1875, il est inutile de dire que le Parti communiste s'opposerait de toutes ses forces à tous les efforts tentés pour restaurer le pouvoir personnel et qu'il n'hésiterait pas à appuyer, le cas échéant, des propositions ayant pour but de faire disparaître des institutions qui sont d'évidents vestiges des régimes anciens.

Mais il aurait surtout pour tâche d'opposer sa conception propre aux diverses idéologies bourgeoises.

Le communisme n'a pas pour but d'améliorer progressivement l'organisation politique de l'Etat.

Il se propose, au contraire, de briser et de détruire, jusqu'en ses derniers fondements, l'Etat bourgeois. Que celui-ci fonctionne avec une ou deux Chambres, grâce à tel ou tel mode de scrutin, proportionnel ou majoritaire, avec un monarque ou un président de République, des ministres nommés par le Chef de l'Exécutif ou désignés par une Assemblée, il est toujours fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la réduction des producteurs à une situation voisine de l'esclavage, sur la domination de la classe bourgeoise.

Le communisme ne se place sur le plan politique que pour y combattre l'Etat bourgeois et en assurer la conquête aussi rapide que possible par le prolétariat révolutionnaire.

Cette conquête transforme l'Etat bourgeois en Etat prolétarien, elle assure à la classe ouvrière, hier exploitée et asservie, aujourd'hui dominatrice, tous les moyens d'action politiques et économiques dont dispose la bourgeoisie.

Maîtres de ces moyens d'action, tirant pour leurs fins tout le parti possible de l'Etat conquis, les ouvriers entreprennent le travail de transformation sociale qui est l'objectif de la révolution, et qui ne peut être réalisé pleinement que lorsque celle-ci est devenue internationale.

La révolution prolétarienne ne se propose nullement d'instituer une organisation politique idéale

selon les mythes imaginés par le libéralisme pour duper les populations crédules. Elle sait qu'elle doit pour se sauver, substituer immédiatement la dictature ouvrière à la dictature bourgeoise et retourner toutes les forces de l'Etat contre la bourgeoisie, à la manière dont les soldats de la guerre impérialiste « retournaient », contre le prétendu ennemi, tout le matériel et tous les moyens d'action de la tranchée conquise.

Mais cette dictature, comme la conquête de l'Etat elle-même, doit seulement servir à l'organisation du communisme qui supprimera l'Etat et, selon la vieille formule toujours bonne, substituera au gouvernement des hommes l'administration des choses. Le but de la révolution prolétarienne est le communisme sans Etat.

Ici apparaît bien nettement la différence, non de méthode mais de nature, qui oppose l'action politique du Parti communiste à celle de tous les autres partis.

Aussi bien, dès qu'il a pris le pouvoir, le Communisme, s'orientant sans retard vers sa fin dernière, brise toute la machinerie politique bourgeoise. Il supprime les institutions parlementaires et toutes les délégations de pouvoir effectuées en vertu du prétendu principe démocratique.

Le citoyen, cette création du pharisaïsme libéral, disparaît pour faire place au producteur.

La dictature prolétarienne, instituée tout d'abord pour empêcher la reconstitution de la dictature bourgeoise, retire nécessairement aux non-producteurs des facultés d'interventions politiques qui ne pourraient servir que la contre-révolution.

Tous les travailleurs, mais les travailleurs seuls, sont appelés à constituer tous les organismes de représentation et de direction qui constituent l'Etat prolétarien.

Tel est le principe de la constitution politique dans les Républiques de l'Union soviétique.

Elle sera aussi, avec les variétés d'application qu'imposeront les circonstances et les conditions particulières à chaque nation, le principe qui présidera à l'organisation des Etats prolétariens, partout où la Révolution triomphera.

Il serait puéril de prétendre préciser, en plein régime bourgeois, le détail d'une Constitution prolétarienne en France.

Mais il importe, dès maintenant, de montrer comment le point de vue révolutionnaire s'oppose irréductiblement, ici comme ailleurs, aux programmes des démocrates bourgeois et des réformistes.

Sur ce terrain, le Communisme doit, avec une application particulière, combattre les dangereuses illusions, soigneusement entretenues par ceux qui, à l'aide des artifices les plus habiles, s'efforcent de persuader aux travailleurs qu'il est des moyens pacifiques et légaux d'améliorer leur sort et même de conquérir le pouvoir.

Un ouvrier ne peut parvenir à la claire compréhension de la lutte de classe, s'il n'est pas persuadé que les institutions démocratiques ne sont qu'un décor de théâtre, cachant la réalité de la dictature bourgeoise, s'il n'est pas convaincu qu'aucune réforme, aucun changement de Constitution ne modifieront profondément cet état de fait, que seule la révolution fera disparaître.

Le Parti communiste participe et participera à toute agitation relative aux problèmes purement politiques, avec la volonté exclusive de développer dans les masses cette conscience de classe, une des principales forces motrices de la Révolution.

Daniel RENOULT.

Ce que disent les militants

Nous sommes bien en retard pour publier certaines lettres très intéressantes de nos amis ; il n'y a pas de notre faute ; plus nous augmentons le format du Bulletin, plus il y a de matière...

Mais la plupart des lettres gardent leur intérêt, même après le Congrès de Lyon. On les lira certainement avec satisfaction.

Voici ce qu'écrivit Pèju, des Jeunesses de Lyon, qui fut notre compagnon de voyage en Russie :

Dans le numéro 50 du B. C., Souvarine réclame, pour continuer son exposé sur les discussions qui se poursuivent au sein du Parti russe, l'approbation des militants. Il dit : « Ce sujet intéresse-t-il nos lecteurs ? » Une telle question, vraiment, ne devait pas se poser. Il est, en effet, hors de doute que la vie de notre section russe intéresse au plus haut point tous les militants et principalement cette phalange qui, depuis qu'il existe, s'est groupée autour du *Bulletin Communiste*. Le Parti russe n'est-il pas celui vers lequel sont tournés les yeux de tout l'univers communiste ? Chacune de ses manifestations, même les moins importantes, est une source d'enseignements pour les communistes du monde entier. Quelques-uns des problèmes qui se posent aujourd'hui devant lui se poseront demain devant telle ou telle autre section de l'Internationale et des discussions d'aujourd'hui doivent se dégager les leçons qui éviteront aux partis frères de tomber dans les mêmes erreurs que nos camarades russes.

Les militants trouvent dans cette controverse, non seulement des leçons révolutionnaires, mais aussi une nouvelle preuve de la force du Parti russe.

En effet, cette discussion si élevée, qui se déroule dans les cellules d'usines, dans les clubs de rayon et à laquelle prennent part tous les militants du « rang », n'est-elle pas la meilleure preuve que le Parti russe s'est renforcé idéologiquement à tous les degrés de son organisme ? Elle démontre que le Parti s'est parfaitement assimilé les centaines de mille membres qui ont adhéré depuis octobre 1917 ; elle démontre que le Parti a triomphé du danger que lui faisait courir cet afflux formidable de membres. En effet, en mai 1917, le Parti bolchevik ne comptait que 75.000 membres, avant mars presque dix fois moins, et il en compte aujourd'hui 400.000. Certes, bien avant mars, dans la période d'action clandestine, le Parti avait déjà une influence considérable sur de larges masses ouvrières qui sont rentrées au Parti après la révolution. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en raison de cet accroissement vertigineux, on pouvait craindre que les nouveaux adhérents ne submergent le noyau des « anciens » et ne fassent dévier le Parti de sa ligne communiste.

On a la certitude aujourd'hui que ce danger n'existe plus ; la guerre civile, l'épreuve de la « Nep », l'épuration de 1921-22 a fait de notre section russe un véritable Parti communiste qui peut aujourd'hui aborder, discuter, résoudre les grands problèmes qui se posent devant un Etat prolétarien.

Et la volonté impérieuse qui se manifeste dans les organes centraux comme dans le « rang » d'appliquer effectivement la « démocratie ouvrière » dans le Parti est bien la conséquence de ce relèvement du niveau idéologique du Parti tout entier. Le Parti est maintenant capable de donner une vie nouvelle aux sections, de prendre des initiatives et d'assurer la direction de la classe ouvrière.

Car si les thèses du 10^e Congrès sont restées lettre morte, si la « masse du Parti s'est accommodée du régime né sous le « communisme de guerre », c'est bien qu'elle n'avait pas encore acquis la force doctrinale nécessaire pour accomplir les tâches essentielles qui incombent à un Parti prolétarien au pouvoir.

La « Démocratie ouvrière » ne peut être l'œuvre d'un décret ou même d'une décision de congrès appliquée par le Centre d'une façon mécanique ; elle ne saurait être réalisée qu'autant que la masse du Parti affirmera sa volonté de prendre part à la vie et à la direction de l'Etat prolétarien, et la réaction qui se manifeste actuellement contre le centralisme bureaucratique. L'activité nouvelle des sections semble bien démontrer la ferme volonté de la masse du Parti de remplir son rôle historique.

Voilà, en quelques mots, ce que l'on peut d'ores et déjà dégager de la discussion de notre Parti russe. Voilà pourquoi Souvarine doit continuer à publier de nombreux documents sur le Parti russe, documents réservés jusqu'à ce jour à de rares privilégiés.

Il est bien entendu qu'il est nécessaire de préciser que telle ou telle mesure qui est excellente en Russie, serait une grave faute dans un autre pays et que certains arguments employés par les participants à la discussion sur le Parti russe ne sauraient être employés en France, où la situation est actuellement totalement différente.

..

Un autre camarade du Rhône, Saubry, écrivait à propos du rôle des anciens combattants dans le mouvement révolutionnaire :

Au cours de la discussion ouverte dans l'*Humanité* et dans les colonnes du B. C. sur les principales questions à l'ordre du jour du C. N. du Parti à Lyon, une opinion nouvelle semble naître et prendre corps. Une modification de la « Direction centrale » s'imposerait, déterminée par la nécessité de rapprocher les différents éléments du Parti et de faire du Parti un instrument de combat digne de sa tâche historique.

Ainsi, l'unité idéologique du Parti pourrait être plus facilement sauvegardée, son prestige sur la masse des travailleurs en serait accru.

Telle est, en somme, la pensée de ceux qui écrivent : « Les différentes nuances du Parti doivent être représentées dans le C. D. »

Nul n'a encore revendiqué la représentation ou l'organisation (comme on l'entendra) des anciens combattants révolutionnaires au sein de notre section de l'I. C. Loin de moi la pensée de vouloir placer sur le même plan que l'élément ouvrier, l'élément ancien combattant. Ce serait une faute

grossière. Mais il n'en reste pas moins que les rescapés de la tuerie impérialiste ou ses victimes les plus directes ont un rôle particulier important à remplir, nécessitant peut-être leur place bien définie dans les rouages de la machine de guerre que nous voulons dresser contre le capitalisme.

Le Parti doit aller aux larges masses prolétariennes. Cela veut dire surtout qu'il doit s'appuyer sur toutes les formes d'organisation du front unique des travailleurs. L'un de ces « fronts uniques » ce sont les ligues d'anciens combattants contre la guerre capitaliste. L'A. R. A. C., la F. O. P. sont les plus importantes des organisations antimilitaristes nées de la guerre. Là, le rôle des anciens combattants communistes est de faire comprendre que toute réalisation effective de la paix est subordonnée à la Révolution, que le pacifisme est une utopie, un mot d'ordre de la bourgeoisie libérale.

Il faut utiliser ce grand courant contre la guerre capitaliste pour détacher les paysans de la politique de la bourgeoisie.

Comment cette liaison peut-elle être établie d'une façon solide, effective, voilà ce qu'il faudra étudier.

Est-il nécessaire de parler également ici des tâches propres qui incombent aux anciens combattants dans l'usine, au chantier, en vue d'organiser l'auto-protection ? Leur esprit de décision, leurs connaissances techniques acquises dans la guerre capitaliste en feront des auxiliaires précieux pour nos camarades des J. C.

Les associations telles que l'A. R. A. C. risquent d'être mises hors la loi ; l'activité des anciens combattants deviendra illégale, et à ce moment-là surtout il faudra l'envisager sur la base du travail.

Il faudrait songer à organiser les anciens combattants communistes dans l'usine, au chantier.

Ainsi donc, en résumant, les anciens combattants communistes sont des éléments précieux pour l'agitation contre la guerre capitaliste, pour la liaison avec les paysans antimilitaristes et les sans-parti, pour l'organisation des milices rouges.

Il faut ajuster leur activité propre à celle de tous les autres éléments du Parti. Cette question est liée à celle de l'organisation de la structure du Parti ; elle est aussi liée à une question plus importante : celle de la stratégie du Parti.

**

Notre ami Lepape, du Nord, dit avec raison que nous avons réussi à susciter d'intéressantes initiatives et discussions :

La correspondance que vous publiez dans le *Bulletin Communiste* prouve que la léthargie intellectuelle du Parti n'était que superficielle, et qu'il suffit de stimuler les militants pour les entraîner à des tâches utiles.

Je me bornerai à faire quelques brèves remarques.

Sur le Parti russe d'abord :

Il faut absolument qu'il résolve à bref délai le problème des « ciseaux », c'est-à-dire qu'il arrive à faire correspondre les prix des produits de l'industrie étatique et ceux des produits agricoles. Sinon, ce serait une nouvelle crise redoutable, et la vie même de l'Etat soviétique remise en question.

Souvarine, dans un de ses articles sur le sujet, parle, entre autres mesures envisagées, d'un regroupement des industries étatiques en vue de les concentrer près des sources de matières premières. Evidemment, c'est là une mesure idéale et, théoriquement, il n'y a rien à y reprendre, car les frais généraux en seraient considérablement réduits. Mais on peut y faire des objections. Il y a d'abord le danger d'affaiblir les centres révolutionnaires, les grandes villes industrielles — Moscou, Pétrograd — qui s'identifient si bien avec la Révolution. Et puis, on n'improvise pas ainsi des cités ouvrières. Il faudra construire de nouvelles usines, des logements pour les ouvriers et les administrations, transporter le matériel et le remettre en marche, œuvre colossale qui demandera bien du temps, qui exigera bien des frais. Œuvre de longue haleine, qui a sa place marquée dans la reconstruction de la société sur le plan socialiste et communiste, mais qui, à mon avis, ne peut concourir à la solution — qu'il faudrait très rapide — du problème des « ciseaux ».

D'ailleurs, je fais confiance à nos camarades russes. Ils se sont tirés avec honneur de situations plus difficiles ; ils sauront bien résoudre celle-ci au mieux des intérêts de l'Etat prolétarien et de la révolution mondiale.

Sur le Parti français ensuite :

Beaucoup de choses, en bien ou en mal, ont été dites et écrites sur son activité depuis le départ des résistants. Je m'en tiendrai à une simple suggestion.

Dans l'A. B. C. du communisme, Boukharine rappelle ce qui est à la base du marxisme, à savoir que, pour établir un programme juste, il faut, au préalable, étudier la vie telle qu'elle est.

Or, je trouve que notre Parti français n'étudie pas assez la vie, telle que l'après-guerre nous l'a faite, et qu'il peut en résulter d'assez graves erreurs de tactique.

Ainsi, nous avons souvent sous-estimé le crédit dont jouissent encore les dissidents dans le pays. Pourquoi ? Parce que nous ne nous sommes pas assez rendu compte que la petite bourgeoisie, sur laquelle s'appuient les dissidents et qui, à l'instar de ceux-ci, ne craint rien tant qu'un bouleversement social, est encore plus forte et plus nombreuse qu'on ne le croit généralement...

Pour essayer de remédier à ce défaut d'observation et de recherches critiques, je proposerai l'établissement périodique — sous la direction d'un organisme central — de monographies à caractère économique, social et culturel. Ces monographies, confiées à des militants compétents et sérieux, toucheraient les milieux les plus divers du pays.

De cette façon, nous pourrions nous rendre compte, dans les faits mieux que dans de beaux articles à généralisations étincelantes, mais trop souvent démenties par la réalité, des transformations subies par le capitalisme français d'après-guerre, et par les diverses couches sociales de la société.

Il nous serait ensuite plus facile de tracer notre tactique et notre programme en vue de succès plus décisifs et plus rapides.

Toutes ces suggestions sont sérieuses et dignes de retenir l'attention du Parti. Il faut que, partout, les bonnes volontés s'affirment, les forces nouvelles se mettent en œuvre. — B. S.

LA RETRAITE D'OCTOBRE EN ALLEMAGNE

Une très vive discussion se poursuit dans le P. C. A. sur la retraite d'Octobre et ses conséquences. Nous avons déjà publié les thèses de la majorité actuelle du Comité Central du Parti. Nous donnons aujourd'hui celles de Brandler et Thalheimer, que l'on peut considérer comme celle de l'ancienne majorité du C. D. Nous publierons dans un prochain numéro celles de la Fédération berlinoise qui joue, dans la gauche du Parti, un rôle dirigeant.

La défaite d'octobre

1. La retraite d'Octobre a été inévitable et justifiée.

2. Les causes fondamentales de la défaite d'Octobre sont de nature *objective* et non pas imputables à des fautes de tactique essentielles du P.C.A. La plus décisive de ces causes est l'influence encore trop forte de la social-démocratie sur le mouvement ouvrier. La majorité de la classe ouvrière *n'était plus disposée* à lutter pour la démocratie de novembre qui ne pouvait plus satisfaire aux revendications matérielles des ouvriers, et *n'était pas encore prête* à entrer en lice pour la dictature des conseils ouvriers et le socialisme.

En d'autres termes : la majorité de la classe ouvrière n'était pas encore gagnée à la cause du communisme.

3. La faute commune de l'Exécutif et de la Centrale du P.C.A. a consisté dans une fausse estimation des proportions des forces en présence — P.S.A. et P.C.A. — au sein de la classe ouvrière.

Le P.C.A. n'a pas manqué de critiquer l'activité de l'Exécutif. Mais ses observations n'ont pas été présentées avec une énergie suffisante et l'Exécutif ne leur a pas attribué l'importance qu'elles méritaient.

4. Les conséquences de cette appréciation erronée des forces en présence ont été :

a) La fixation trop prématurée de la date de l'action finale ;

b) La négligence de l'organisation des actions partielles et de la préparation politique ;

c) Un préjudice causé à la préparation militaire et technique par le défaut de coordination avec les préparatifs politiques.

5. Les défauts d'organisation à remarquer en deuxième et troisième lieu sont :

a) En Saxe et en Thuringe on n'a pas profité dans la mesure du possible des positions occupées pour hâter la désorganisation du P.S.A. en s'efforçant de faire adhérer au P.C.A. les ouvriers social-démocrates et pour organiser la résistance armée contre la réaction ;

b) Le Parti s'est trouvé trop lourd et gêné dans ses mouvements lorsqu'il s'agissait pour lui d'adapter ses organisations à la guerre civile ;

c) Toutes ces fautes et tous ces défauts ne modifient pas *essentiellement* les proportions originelles entre les forces de la bourgeoisie et de la classe ouvrière.

La situation actuelle

1. La dictature militaire du général von Seeckt s'appuie, au point de vue social, sur la grosse in-

dustrie et les grands propriétaires. Elle cherche, soit par des concessions, soit par des représailles, à se subordonner le mouvement indépendant des classes moyennes (le fascisme petit-bourgeois). Elle cherche à entretenir et à approfondir la division dans les rangs de la classe ouvrière, d'une part en conservant l'apparence de la démocratie bourgeoise pour s'assurer le concours de la social-démocratie, destinée à jouer le rôle d'armée de couverture de la réaction, d'autre part en multipliant les mesures de répression contre le P.C.

2. La durée de la dictature militaire dépend des circonstances suivantes :

a) Dans quelle mesure la bourgeoisie est capable de rétablir temporairement l'équilibre financier et économique en renforçant l'exploitation du prolétariat et des classes moyennes, en réduisant les dépenses budgétaires et en augmentant les recettes pour l'imposition effective des classes possédantes qui s'acquitteraient de leurs dettes envers l'Etat. La bourgeoisie, détenant le pouvoir, pourra satisfaire aux deux premières conditions. La troisième qui est la plus importante présente de grandes difficultés ;

b) L'existence de la dictature militaire dépendra aussi du temps qu'il faudra au Parti communiste pour conquérir la majorité des ouvriers au communisme et pour désorganiser et neutraliser les classes moyennes.

3. On ne saurait pas encore prévoir dans combien de temps se produira une nouvelle période d'aggravation de la situation objective. Par contre, il faut en général compter avec une aggravation des antagonismes et des luttes de classes.

4. C'est du P.C.A. que dépend le degré de rapidité de l'évolution de la majorité des ouvriers dans le sens du communisme. Toutes les forces doivent être concentrées sur la tâche de liquider aux points de vue politique et d'organisation, le P.S.A.

5. On procédera à la liquidation politique du P.S.A. d'une façon négative, en détruisant les illusions démocratiques et social-réformistes et, d'une façon positive, en persuadant les ouvriers de la nécessité de lutter pour la dictature prolétarienne et le socialisme.

6. Cette propagande de principe et de critique devra être complétée par des luttes partielles politiques, économiques et militaires. La lutte décisive sera le point culminant et le résultat de ces luttes partielles.

7. Etape de préparation : Conquérir la liberté de mouvement (se rendre maître de la rue, etc.) par des actions de masse révolutionnaires (d'abord manifestations pacifiques et armées, grèves, réunions protégées par des ouvriers armés, etc.).

8. Le centre du travail d'organisation doit être transféré aux noyaux d'usines.

9. Activité croissante et affermissement de la discipline dans le Parti. Le débarrasser des éléments passifs et établir une liaison plus étroite avec les masses.

10. Réunion d'une session de l'Exécutif élargi, puis d'une Conférence extraordinaire du Parti.

A. THALHEIMER, H. BRANDLER.

A la veille de la Révolution (*)

Congrès des social-démocrates suédois

Le 23 novembre 1914 s'ouvrit le Congrès du parti suédois. J'avais résolu d'y exposer l'état du mouvement révolutionnaire russe et de bien marquer l'attitude du prolétariat organisé envers la guerre. C'est ce que je réussis à faire dans mon discours de bienvenue, dont il fut donné lecture à l'assemblée.

Chers camarades,

Je vous apporte le salut du prolétariat organisé de Russie, du Parti social-démocrate ouvrier russe. Je souhaite plein succès au parti suédois dans son travail. A l'heure actuelle où la bourgeoisie européenne presque tout entière, sous le couvert de la « défense nationale », mène une politique de conquêtes, nous, socialistes, devons lever bien haut le drapeau rouge de la révolution internationale et barrer la voie au réformisme qui, dans cette guerre criminelle, applique sa théorie de l'« union des classes ».

Nous, ouvriers russes, nous avons suivi avec une grande joie votre lutte contre le courant qui cherchait à entraîner le peuple suédois dans la guerre mondiale et avons été heureux de constater que toutes les tentatives des commis-voyageurs du militarisme ont complètement échoué dans votre pays.

Permettez-moi de vous dire quelques mots de notre mouvement ouvrier, qui, depuis 1912, s'est considérablement fortifié et a été marqué par une augmentation extraordinaire des grèves politiques. Pour vous donner une idée de l'intensité de notre lutte, laissez-moi vous citer quelques chiffres :

En 1911, le nombre total des grévistes dans notre pays se montait à 105.000 ; l'année suivante, il atteignait 1.070.000, dont 885.000 pour des grèves politiques. En 1913, le mouvement gréviste n'a pas été moins puissant : il a englobé 1.185.000 ouvriers, dont 821.000 ont participé à des grèves politiques. Il est à remarquer que ces chiffres sont tirés de la statistique officielle, laquelle est loin d'être complète, car elle ne porte pas sur la petite industrie ni sur les entreprises régies par l'Etat.

Les persécutions et les cruautés du gouvernement et du capital n'ont pu briser la solidarité de la classe ouvrière russe. Durant cette année, la lutte des ouvriers a revêtu une acuité extrême. Toutes les collisions économiques et professionnelles se sont transformées rapidement, par suite des répressions gouvernementales, en mouvements politiques. La classe ouvrière s'est de nouveau déclarée prête à combattre pour la République. L'Assemblée constituante, la journée de huit heures.

En juillet, la lutte politique a éclaté avec une force extraordinaire. A la provocation sanglante du gouvernement, le prolétariat petersbourgeois a répondu par la grève générale qui a touché, à Saint-Petersbourg seulement, plus de 250.000 ouvriers. Sur plusieurs points de la capitale, des barricades ont été élevées, le sang ouvrier a coulé. Le mouvement s'est répandu en province et a englobé les régions de la Baltique, la Pologne, le Caucase, Moscou et le Sud.

C'est au moment où notre lutte allait atteindre son point culminant qu'est survenue la guerre. La bourgeoisie a sonné l'alarme : sa patrie, son coffre-fort étaient en danger. Les fils des ouvriers et des paysans ont été revêtus de la capote grise et envoyés aux frontières.

Aux jours de la mobilisation, les ouvriers de Saint-Petersbourg ont abandonné le travail et protesté ouvertement contre la guerre. Drapeau rouge en tête, en chantant des chants révolutionnaires, ils ont accom-

pagné aux points de rassemblement leurs camarades mobilisés.

Nous, ouvriers conscients, nous ne pouvions croire à la possibilité de la guerre mondiale. Pleins de confiance, nous tournions nos regards vers nos frères organisés d'Occident, les ouvriers allemands, français, autrichiens. Nous espérions trouver en eux un soutien et entendre retentir leur appel à la lutte contre le complot infernal de la bourgeoisie. Mais l'amère réalité nous a déçus. La presse gouvernementale et les journaux bourgeois, ainsi que nos compatriotes revenus de l'étranger, nous ont appris la trahison des leaders de la social-démocratie allemande et de beaucoup d'autres encore qui se sont placés « au point de vue de la défense nationale ».

Mais notre Parti social-démocrate ouvrier n'a pas été touché par la défection générale : il n'a pas oublié les causes véritables de la guerre actuelle, fruit direct de la politique impérialiste des gouvernements bourgeois de tous les pays. Notre fraction parlementaire a exprimé la volonté du prolétariat organisé en refusant de voter le budget militaire et a souligné son attitude envers la guerre en quittant la salle des séances. Un grand nombre d'organisations locales (Petrograd, Moscou, Riga, Varsovie, Caucase, etc.) ont publié des feuillets illégaux contre la guerre.

Le Comité Central de notre Parti et son organe *Le Social-Démocrate* ont entrepris la lutte contre l'opportunisme international, lutte à laquelle ils appellent les éléments prolétariens révolutionnaires de tous les pays.

En terminant, je souhaite plein succès dans ses travaux au Congrès de notre Parti frère. Vive le prolétariat suédois et son parti de classe, la social-démocratie ! Vive l'Internationale !

De crainte des répressions policières, j'avais, sur le conseil des « jeunes », écrit ce discours qui, lu et traduit au Congrès par Scheld, provoqua une violente collision entre les deux courants adverses de l'assemblée. Voici, d'après le procès-verbal, un court compte rendu des débats :

Branting monte à la tribune pour traiter d'une question sur laquelle il juge nécessaire de prendre une décision. Il vient d'avoir connaissance du texte du discours de bienvenue d'un parti russe où il est parlé de la trahison du parti allemand. L'orateur montre qu'il ne convient pas au Congrès de condamner les autres partis et considère que l'assemblée doit, à l'unanimité et sans discussion, exprimer son regret pour le passage du discours dans lequel les partis social-démocrates des autres pays sont attaqués. — *Hoglund* (Stockholm) estime que le Congrès ne doit pas adopter une semblable décision parce que, au sein même du parti suédois, il est des camarades qui considèrent la conduite des Allemands comme une trahison. Il propose au Congrès de ne porter aucune condamnation et de se contenter de consigner au procès-verbal la déclaration de *Branting*. — D'après *Vinberg*, il convient de déclarer que les Russes seuls portent la responsabilité du jugement exprimé sur les autres partis. — *Branting* renouvelle sa demande, estimant que si elle n'est pas acceptée, on pourra croire que les membres du Congrès se solidarisent avec les Russes. La question est mise aux voix ; la proposition de *Branting* obtient la majorité.

Après le vote, le Congrès mit également aux voix la contre-proposition de *Vinberg*.

Par 54 voix contre 50, il la repoussa et accepta celle de *Branting*.

Comme j'étais présent au Congrès, *Branting* crut devoir m'expliquer personnellement son interven-

(*) Voir les numéros 52-1-2-4.

tion, à laquelle il s'était vu contraint par ma façon violente de poser une question aussi importante que celle de l'attitude envers la défense de la patrie. Je répliquai vivement que ce n'était pas là seulement mon opinion personnelle, que mon point de vue était partagé par notre organisme central et par l'immense majorité des ouvriers organisés de Russie. Au reste, cette discussion n'eut aucune influence fâcheuse sur nos relations. Branting ne se formalisa pas de mes attaques, me donna son adresse et me rendit plusieurs services, notamment, celui de m'obtenir du consul français un passeport pour la France.

Au Congrès, Larine prononça, au nom de Plekhanov, Trotsky, Axelrod et autres, le discours de bienvenue suivant :

Chers camarades,

Nous vous saluons au nom du Comité d'Organisation du parti social-démocrate, lequel englobe l'union ouvrière social-démocrate juive, l'union des social-démocrates ukrainiens, la social-démocratie caucasienne et les organisations russes dirigées par Plekhanov, Axelrod et Trotsky, et qui est en rapports organiques avec les social-démocrates unifiés de Pologne et de Lithuanie. Quelque grandes que soient les pertes matérielles et morales qu'apportera la guerre à l'Europe, nous regardons l'avenir avec confiance. Après cette catastrophe, la vie continuera son œuvre, et la cause de la classe ouvrière triomphera en définitive de tous les obstacles intérieurs et extérieurs qui se dressent dans sa voie. Il est très possible même que cette guerre donne une forte impulsion à la solidarité de la classe ouvrière internationale.

La gravité de la situation actuelle exige de la classe ouvrière de chaque pays de l'énergie, de l'esprit de décision pour faire face à toutes les éventualités. Nous, social-démocrates russes, qui connaissons par expérience les tristes résultats de la scission, nous souhaitons à notre parti frère suédois de prospérer et de triompher et espérons qu'il continuera de tenir fermement le drapeau de la solidarité et de l'activité prolétarienne et conservera son unité qui est pour lui le bien suprême et lui assurera la victoire finale.

Vive la social-démocratie suédoise !

Vive la social-démocratie internationale !

Par mandat du Comité d'Organisation du parti social-démocrate ouvrier russe :

Larine.

Au cours du Congrès du parti suédois, nous apprîmes l'arrestation de notre fraction parlementaire à Péetrograd. Cette nouvelle produisit une forte impression sur les délégués, qui adoptèrent immédiatement une résolution de protestation. Dans toute la Scandinavie, des protestations furent votées contre les rigueurs de l'autorité tsariste. J'avais un portrait de Pétrovsky que je transmis alors aux journaux et qui fut reproduit dans une grande partie de la presse scandinave.

L'arrestation de nos députés entrava considérablement mes relations avec notre parti. Peu avant, j'avais réussi à organiser une expédition régulière du courrier pour la Russie, où j'avais envoyé des articles sur la situation internationale, des informations sur la Scandinavie, sur la conférence des partis socialistes des pays neutres, quelques lettres de Lénine, ainsi que de la littérature (Numéros 33 et 34 du *Social-Démocrate*). Mais, de Russie, les nouvelles ne parvenaient que rarement et avec beaucoup de difficulté.

Vers la mi-novembre, la réponse des mencheviks au télégramme de Vandervelde parvint à Stockholm. Elle avait été adressée à Larine qui la tenait rigoureusement secrète. Je réussis néanmoins à m'en procurer l'original, avec les corrections écrites de la main même de Larine. Voici ce document :

Au ministre Vandervelde, Belgique

Cher camarade,

Nous avons reçu votre télégramme, que la censure militaire a laissé passer. En votre personne, nous saluons le glorieux prolétariat belge. Nous savons qu'il s'est énergiquement opposé à la guerre lorsque les classes dirigeantes des grandes puissances la préparaient. Mais, contre sa volonté, contre celle du prolétariat international, la guerre a éclaté. Dans cette guerre vous avez pour vous le bon droit ; vous vous défendez contre les dangers dont la politique agressive des junkers prussiens menace les libertés démocratiques et la lutte émancipatrice du prolétariat. Quels que soient les buts que se sont assignés et que s'assignent les dirigeants des grandes puissances belligères, les événements mettront infailliblement à l'ordre du jour la question de l'existence de cette citadelle du militarisme contemporain qu'est la classe des junkers prussiens, dont la lourde botte a écrasé jusqu'à présent le mouvement du prolétariat allemand. Nous avons la ferme conviction que, pour le renverser, les socialistes des pays contraints de participer à cette guerre s'accorderont avec la glorieuse avant-garde du prolétariat international, la social-démocratie allemande (qu'ils aideront à refondre politiquement et socialement l'Allemagne). Mais, par malheur, le prolétariat russe n'est pas dans une situation aussi favorable que le prolétariat des autres pays combattant le militarisme prussien. Sa tâche est beaucoup plus complexe et contradictoire que celle de ses camarades d'Occident. La situation internationale se complique du fait qu'à la guerre actuelle contre les junkers prussiens participe une autre force réactionnaire : le gouvernement russe, qui, se renforçant de plus en plus au cours de la lutte, peut, dans certaines conditions, devenir le centre d'attraction des tendances réactionnaires dans la politique mondiale. Cette éventualité est étroitement liée au caractère du régime qui domine sans conteste en Russie. A l'heure présente, le prolétariat russe est privé de toute possibilité d'exprimer ouvertement son opinion et de réaliser sa volonté collective ; les quelques organisations dont il disposait avant la guerre sont supprimées. Nos journaux sont interdits, nos camarades emprisonnés. Aussi, la social-démocratie russe ne peut-elle, à l'heure actuelle, occuper la même position que les socialistes de Belgique, de France et d'Angleterre : elle ne peut participer activement à la guerre et prendre sur elle, devant le pays et devant le socialisme international, la responsabilité des actes du gouvernement russe. Néanmoins, vu l'importance internationale du conflit européen et la participation active des socialistes des pays avancés à ce conflit, participation qui nous permet d'espérer que ledit conflit se terminera au profit du socialisme international, nous vous déclarons que nous ne nous opposerons pas à la guerre par notre action en Russie. Néanmoins, nous croyons devoir attirer votre attention sur la nécessité de nous préparer dès maintenant à une action énergique contre la politique de conquêtes des grandes puissances et d'exiger pour toute annexion la consultation de la volonté de la population indigène.

Les mots mis en italiques dans l'original avaient été biffés par Larine. Germanophile avéré, ce dernier ne pouvait supporter une intervention extérieure destinée à aider à la refonte politique et sociale de l'Allemagne. La rectification fut vraisemblablement adoptée par le Comité d'organisation, car ce dernier publia dans son organe étranger la réponse à Vandervelde sous la forme que lui avait donnée Larine.

(A suivre.)

A. CHLIAPNIKOV.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.